

Stigmatisation et travail du sexe : Comprendre les enjeux, pluraliser le discours et créer des lieux d'échange et de solidarité

# RAPPORT D'ACTIVITÉS

15 mai 2012













Social Sciences and Humanities Research Council of Canada

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada



# Stigmatisation et travail du sexe : Comprendre les enjeux, pluraliser le discours et créer des lieux d'échange et de solidarité

## Un projet de sensibilisation des publics mené par :

Maria Nengeh Mensah Chris Bruckert Claire Thiboutot Louise Toupin

#### En collaboration avec:

Stella

POWER – Prostitues of Ottawa/Gatineau work, educate & resist et les Éditions du Remue-Ménage ainsi qu'une équipe d'adjoint(e)s de recherche :

Alexandre Baril
Marie-Hélène Bruyère
Jenn Clamen
Tuulia Law
Véronique Leduc
Julie Marceau

#### Remerciements

Nous tenons à remercier toutes les personnes impliquées de près ou de loin dans la réalisation de Sensibilisation XXX Awareness.

Conception de la page couverture : Catherine Tessier, Pulpe

**Rédaction du rapport** : Maria Nengeh Mensah, Chris Bruckert, : Véronique Leduc, Marie-Hélène Bruyère

La recherche, ainsi que le présent rapport d'activités, a pu être réalisée grâce à l'appui financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Les points de vue exprimés dans ce document ne représentent pas la politique officielle du Conseil.

# **Table des matières**

Introduction	2
1. Pertinence scientifique du projet	3
2. Programmation des activités	6
3. Partenaires	8
4. Publication d'une anthologie4.1 Contenu4.2 Production4.2 Producti	11
4.3 Promotion et diffusion	17
5. Offre de formation	20
5.2.1 Services policiers	20 24
5.2.4 Commentaires des participant.e.s	<b>29</b> 29
5.3.2 Commentaires des participant.e.s	32
6.1 Guides de formation	32
6.4 10 raisons de s'opposer à la criminalisation du travail du sexe 6.5 Principes d'intervention	36
Conclusion	
Témoignages	
Bibliographie	
Annexe 1: Provenance des participants aux formations des publics	48

## Introduction

La méconnaissance des réalités vécues par les travailleuses et travailleurs du sexe<sup>1</sup>, les préjugés ou encore la stigmatisation, conjugués au contexte législatif actuel (Bedford v. Canada, 2010), influencent fortement leurs conditions de vie et de travail. Des préjugés à leur endroit sont entretenus par la population mais aussi, malheureusement, par des personnes qui œuvrent dans les services publics et communautaires au Canada. Cette situation favorise l'isolement, la marginalisation - voire l'exclusion sociale - et porte atteinte à la dignité des travailleuses.rs du sexe.

Le projet de Sensibilisation XXX Awareness visait à soutenir l'intégration sociale des personnes travailleuses du sexe, et à enrichir les connaissances de divers publics et les pratiques d'intervention des services publics. Notre programmation s'est articulée autour de :

- ★ La publication d'une anthologie francophone de textes sur le travail du sexe, écrits par des personnes exerçant ce métier et leurs alliées ;
- ★ L'offre de formations de démystification du travail du sexe adaptées à des publics cibles (professionnels, policiers, grand public) au Québec et en Ontario ;
- ★ La formation de formatrices issues du milieu du travail du sexe.

Se sont ajoutés à ces activités la création d'outils pédagogiques pour soutenir l'articulation de discours informés valorisant la pluralité des expériences : guides d'accompagnement à la formation et aux ateliers, comité de réflexion stratégique facilitant la fondation de l'Alliance féministe pour les droits des travailleuses.rs du sexe, feuillet imprimé résumant dix raisons de lutter pour la décriminalisation du travail du sexe, deux conférences publiques avec panels d'experts sur la décriminalisation et sur la violence faite aux travailleuses du sexe, et des fiches de principes d'intervention intitulées *Faire partie de la solution!* à l'intention des services publics, médias et décideurs.

Les formations et les outils de sensibilisation ont été réalisés en français et anglais, et ont permis la participation d'étudiant.e.s des trois cycles. Nos activités ont permis à des centaines d'individus et de groupes de mieux comprendre collectivement les enjeux entourant le travail du sexe, puis de consolider des lieux d'échanges et de solidarités. Il s'agit d'un franc succès !

Ce rapport d'activités est divisé en six parties. Le présent rapport permettra de faire le bilan de chacune des parties du projet Sensibilisation XXX Awareness en explicitant les actions entreprises pour chacune d'entre elles et en faisant état des résultats. Nous nous attarderons d'abord au travail ayant entouré la publication de l'anthologie Luttes XXX, puis aux différentes formations et aux publics qu'elles ont permis de rejoindre, avant de terminer par la présentation des différents outils de sensibilisation produits et leur diffusion réalisée ou prévue.

2

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Ce terme sera utilise à travers tout le document pour désigner à la fois les femmes, les hommes et les personnes trans et travesties. La majorité des travailleuses.rs du sexe étant des femmes, nous avons toutefois opté pour l'utilisation de pronoms et d'adjectifs conjugués au féminin.

## 1. Pertinence scientifique du projet

Le travail du sexe englobe plusieurs types de pratiques et de personnes: téléphonistes, masseuses, actrices, danseuses nues, escortes, «prostituées» indépendantes ou travaillant dans un établissement, migrantes ou non, à leur compte ou pour un employeur. Les discours tenus sur la « prostitution » et le « travail du sexe » sont surtout d'ordre idéologique et ignorent les points de vue des principales concernées. La méconnaissance des réalités vécues par les travailleuses.rs du sexe, les préjugés ou encore la stigmatisation, conjugués au contexte législatif actuel influencent grandement leurs conditions de vie, de travail et de santé.

L'intérêt scientifique pour les problématiques entourant le travail du sexe n'est pas nouveau. Plusieurs analyses ont vu la prostitution comme une forme d'oppression des femmes (Barry, 1979; Wynter, 1987; Jeffreys, 1997; Poulin, 2004). D'autres ont considéré le travail du sexe à partir du point de vue de la criminalité des femmes (Gemme 1993; Shaver, 1993; 1996; Parent et Coderre, 2000; Lowman, 2001) et les analyses issues de la psychologie, du travail social et de la sociologie classiques ont présupposé que ce commerce constitue une déviance, menant à la recherche des causes biologiques, psychologiques ou sociales chez les « prostituées » (Goldstein, 1983; Nahmias, 1989; Coderre et Parent, 2000; Dorais, 2003; Farley, 2004). Toutefois, les recherches théoriques et empiriques adoptant une approche non stigmatisante du travail du sexe sont rares. Graduellement, un nouveau regard a émergé en criminologie, en sociologie et en travail social (Parent, 1994; Thiboutot, 1994; 2001; Brock, 1998; Ford, 1998; Lewis, 1998; Bruckert, 2002a; 2002b; Toupin 2002c; Bruckert et al., 2003; Bruckert et Frigon, 2004; Lewis et al., 2005; Maticka-Tyndale et al., 2005; Parent et Bruckert, 2005; 2007; Benoit et Shaver, 2006; Bruckert et Parent, 2006; 2007; Jeffrey et Macdonald 2006a; Mensah, 2006a; 2006b; 2007a; 2007c; Mensah et Laberge, 2006; Mensah et Lee, 2006; 2008; 2009; 2010; Parent et al., 2010).

Au Canada, cette nouvelle façon d'appréhender le travail du sexe a été privilégiée par les membres de la présente équipe. Cette perspective modifie la façon d'aborder le phénomène: elle permet d'analyser le travail du sexe à partir de la distinction travail reconnu/non reconnu (Phillips, 1997; Fudge *et al.*, 2002), d'identifier les obstacles à la reconnaissance sociale des personnes travailleuses du sexe (Pheterson, 1996; Benoit et Millar, 2001; Lowman, 2000), de jeter un regard nouveau sur la question de la traite des humains (Kempadoo et Doezema, 1998; Parent et Bruckert 2002; Toupin, 2002a; 2002b; 2003; 2006) et d'explorer les limites de la distinction traditionnelle entre travail, sexualité et intimité(Frank, 1998; Lever et Dolnick, 2000; Parent, 2001; Mensah, 2010). Cette approche affirme, en concomitance avec des regroupements des personnes travailleuses du sexe, que ce travail est une **activité génératrice de revenus** (Delacoste et Alexander, 1987; Pheterson, 1989; Thiboutot, 1994; Leigh, 2004).

Ce cadre théorique féministe novateur, associé à la troisième vague féministe (Mensah, 2005), combine la sociologie du travail (Smith 1987; Phillips, 1997; Luxton et Corman, 2001), la criminologie et l'intervention sociale critique par l'action collective (Parent, 2001; Healy, 2000; Ife *et al.*, 2005).

Premièrement, la sociologie du travail permet d'ancrer l'industrie du sexe au sein des tendances plus larges du marché du travail et d'étudier la position subjective des personnes travailleuses du sexe (Chapkis, 1997; Brock, 1998; Benoit, 2000; Bruckert, 2002a; 2002b; Welzer-Lang et Chaker, 2002; Mensah, 2006a). Elle éclaire aussi les défis, les compétences et la configuration d'un métier non reconnu (Bruckert *et al.*, 2003; Bruckert et Frigon 2004; Lewis 2006).

Deuxièmement, l'angle de la criminologie attire l'attention sur le caractère stigmatisé et criminalisé de ce travail (Goffman 1963; Lowman, 1998; 2000; Pryen, 1999; Benoit et Millar, 2001; Mensah et Thiboutot, 2003; Parent et Bruckert, 2005; Pivot, 2006; Bruckert et Parent, 2006; Hannem et Bruckert, 2012 à paraître). On explore ainsi la manière dont les pratiques et discours socio-légaux encadrent ce travail, augmentent les dangers vécus par les personnes qui l'exercent, affectent leur niveau de stress et façonnent leurs relations personnelles et sociales. Des recherches montrent que ces personnes sont parmi les plus exposées à la violence psychologique, physique et économique (Fraser Committee, 1985; Mensah, 2001; 2006b; Sanders 2001; 2005; Justice Québec, 2003; Lewis et al., 2005; Toupin, 2005; Lewis et Shaver, 2006; Lowman, 2006). D'autres soulignent que les travailleuses sont plus vulnérables que les travailleurs du sexe à la violence (Allman, 1999; Lowman, 2000; Réseau juridique, 2005; Damant et al., 2006), que les prostituées de rue sont surreprésentées dans les causes de meurtres (Lowman et Fraser, 1996; Lowman, 2000; Potterat et al., 2004) et que la majorité de ces meurtres touchent des femmes autochtones au Canada (SSLR, 2006). Il existe une banalisation de la violence dirigée vers ces personnes souvent pauvres et vivant d'autres difficultés (toxicomanie), de même qu'une stigmatisation à leur endroit qui engendre des obstacles lorsqu'elles veulent obtenir des services sociaux ou communautaires, une intervention policière ou l'aide d'un avocat (Mensah et Thiboutot, 2003; Currie et Gillies, 2006; Thiboutot, 2006). La Fédération des femmes du Québec (2000) et le Ministère de la justice du Québec (2003) mentionnent que ces barrières systémiques pourraient être réduites avec une éducation appropriée à travers des formations offertes aux acteurs qui interagissent avec elles.

Troisièmement, l'intervention sociale critique s'intéresse au rôle de l'action collective des personnes travailleuses du sexe (Jeness, 1990; Poel, 1995; Kempadoo et Dozema, 1998; Brock et Scott, 1999; Mathieu, 2001; Mensah, 2006b; 2009;) et pose ces dernières comme des actrices sociales qui ont élaboré, au cours des 35 dernières années, une approche communautaire centrée sur la défense des droits collectifs plutôt que fondée sur des problèmes individuels (Delacoste et Alexander, 1987; Pheterson, 1989; Thiboutot et Clamen, 2006; Mensah, 2009). Au Canada, des associations comme Stella et POWER (*Prostitutes of Ottawa-Gatineau Work Educate & Resist*) ont émergé pour offrir entraide et information, lutter contre la discrimination et la violence, soutenir le développement des solidarités et promouvoir la décriminalisation des métiers du sexe. Elles déconstruisent le stigmate de la putain décrit par Pheterson (1996): celui d'une personne moralement dépravée, physiquement tarée, psychologiquement carencée, sexuellement anormale, juridiquement déviante, médicalement vecteur de contagion, etc. Bref, ces associations adoptent une perspective d'analyse critique et pragmatique de ce travail, mais leur position demeure

minoritaire et peu d'études (en dehors de celles de la présente équipe) se sont concentrées sur une telle approche communautaire.

La pertinence des différents volets du projet réalisés par l'équipe multidisciplinaire de Sensibilisation XXX Awareness s'articule donc à partir de trois constats:

- ★ La carence d'une littérature adoptant une approche non stigmatisante du travail du sexe permettant d'entendre la voix des personnes qui l'exercent;
- ★ La persistance de préjugés entourant le travail du sexe qui confrontent les personnes travailleuses du sexe à des formes de stigmatisation et de violence;
- ★ L'absence de formations de sensibilisation sur le travail du sexe destinées à différents publics.

## 2. Programmation des activités

À la lumière de ces constats, trois activités principales ont constitué notre programmation : la publication d'une anthologie, l'offre de formations et la conception d'outils de sensibilisation.

La publication d'une anthologie francophone de textes sur le travail du sexe avait pour objectif principal de faire connaitre des textes écrits par des personnes exerçant ce métier et leurs alliées. Au-delà de combler le vide existant dans la littérature francophone, l'anthologie visait à :

- ★ Soutenir la prise de parole des personnes travailleuses du sexe et sa diffusion, favorisant le réseautage et le partage de réflexions et de connaissances entre elles dans la francophonie;
- ★ Sensibiliser des publics (intervenants communautaires, services policiers, médias, juristes, politiciens, étudiants, chercheurs et grand public) quant aux problématiques vécues par les personnes travailleuses du sexe et qui affectent leur qualité de vie.

L'offre de formations de démystification du travail du sexe adaptées à des publics cibles visait à rejoindre des professionnel.le.s des services policiers et d'autres services publics et communautaires, tant au Québec et qu'en Ontario. Cette activité constituait une suite et un renouvellement d'un projet antérieur, *Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le travail du sexe*, réalisé en 2007-2008 par Maria Nengeh Mensah, l'organisme Stella et le Service aux collectivités de l'UQAM (Mensah, 2010). Les formations étaient axées sur des problématiques récurrentes identifiées par les partenaires associatifs du projet (Stella et Prostitutes of Ottawa-Gatineau Work Educate and Resist/POWER). Certaines formations étaient cependant spécifiquement destinées aux travailleuses.rs du sexe et visaient à les outiller pour offrir à leur tour des formations à divers publics et dans de nouvelles communautés (notamment en Ontario et à l'international).

De façon globale, l'offre de formation visait à:

- ★ Diffuser des connaissances sur le travail du sexe à des publics cibles en dehors des réseaux universitaires;
- ★ Former des personnes travailleuses du sexe à être formatrices en les aidant à développer leur savoir-être et leurs aptitudes en tant qu'éducatrice.eur populaire;
- ★ Sensibiliser les participants aux problématiques vécues par les personnes travailleuses du sexe afin de les outiller à réfléchir et à agir de façon non stigmatisante auprès d'elles;
- ★ Réduire les impacts négatifs qu'ont les diverses formes de stigmatisation et de discrimination sur les personnes travailleuses du sexe et améliorer leurs conditions de vie;
- ★ Créer et diffuser des outils pédagogiques pour soutenir l'articulation de discours informés valorisant la pluralité des expériences.

Les outils de sensibilisation produits par Sensibilisation XXX Awareness sont variés autant dans leur contenu que dans leur forme. Produits avec différents partenaires, ces outils étaient axés sur l'intervention auprès des travailleuses.rs du sexe, sur la décriminalisation du travail du sexe et sur la dénonciation de la violence vécue par les travailleuses.rs du sexe. En créant des occasions de sensibilisation, nous souhaitions que de plus en plus de gens puissent prendre conscience des impacts de la criminalisation et de la stigmatisation sur la vie et la sécurité des travailleuses.rs du sexe et surtout, des moyens concrets pour favoriser des changements.

De manière générale, ces outils visaient à :

- ★ Sensibiliser divers publics aux conditions de travail et à la stigmatisation vécue par les travailleuses.rs du sexe.
- ★ Permettre à différents types d'intervenants d'adapter plus efficacement leurs interventions aux besoins des travailleuses.rs du sexe.
- ★ Unir les efforts de divers groupes pour défendre les droits des travailleuses.rs du sexe.
- ★ S'opposer à la criminalisation

Le projet avait pour objectif premier de mieux comprendre collectivement les enjeux entourant le travail du sexe afin d'améliorer les conditions de vie et de travail des personnes qui le pratiquent, à travers la pluralisation des discours (anthologie) et la sensibilisation de publics cibles (formations et outils de sensibilisation) qui ont constitué des lieux d'échanges et de solidarités.

## 3. Partenaires

Maria Nengeh Mensah est professeure à l'École de travail social et à l'Institut de recherches et d'études féministes de l'Université du Québec à Montréal. Au cours des dix dernières années, elle a créé de nombreux outils de sensibilisation et de formation à l'intention des intervenant-es de divers services publics. Elle est l'auteure de *Ni vues ni connues : femmes, VIH et médias* (2003) et a dirigé *Dialogues sur la troisième vague féministe* (2005) aux Éditions du remueménage. Elle a aussi écrit, avec Louise Toupin et trois collègues de l'Université d'Ottawa (C. Parent, C. Bruckert et P. Corriveau), le livre *Mais oui, c'est un travail! Penser le travail du sexe au-delà de la victimisation* (PUQ, 2010).

Chercheure principale du projet Sensibilisation XXX Awareness, Maria Nengeh Mensah a aussi été responsable de l'orientation scientifique du projet, de formatrice, d'auteure de l'anthologie et responsable de l'encadrement et de la supervision des assistant.e.s, adjoint.e.s.

Chris Bruckert est professeure en criminologie à l'Université d'Ottawa. Elle a développé, dès ses recherches doctorales, une expertise sur le travail du sexe et a proposé des analyses nouvelles à partir de recherches subventionnées dans différents secteurs de l'industrie du sexe à Montréal, Ottawa et Toronto. Bruckert a été membre de *Exotic Dancers Rights Association of Canada* (DERA/EDRAC) (Ottawa) et est présentement membre de Stella et de POWER, en plus d'agir à titre de consultante auprès du gouvernement et des collectivités sur ces questions.

Cochercheure au sein du projet Sensibilisation XXX Awareness, Chris Bruckert a aussi été formatrice et auteure des guides de formation.

Claire Thiboutot est cofondatrice en 1992 de l'Association québécoise des travailleuses et travailleurs du sexe (AQTS), et collabore à la création et à la mise sur pied de l'organisme Stella en 1995, dont elle sera la directrice générale et la principale porte-parole de 1998 à 2007. Elle a coréalisé plusieurs outils de sensibilisation sur la stigmatisation et la criminalisation du travail du sexe, en plus de prendre la parole à ce sujet sur différentes tribunes et dans les médias. Elle est présentement cheffe de l'administration de programmes au Centre de services de santé et de services sociaux (CSSS) Jeanne-Mance où elle est responsable d'équipes cliniques œuvrant dans les domaines de la santé mentale et de l'itinérance.

Claire Thiboutot a participé au projet Sensibilisation XXX Awareness en tant qu'auteure de l'anthologie *Luttes XXX* et formatrice.

**Louise Toupin** est chargée de cours en études féministes au Département de science politique de l'UQAM et chercheuse indépendante. Elle est l'auteure de *La pensée féministe au Québec*. *Anthologie 1900-1985* (avec M. Dumont, Remue-ménage, 2003), «Analyser autrement la "prostitution" et la "traite des femmes"» (*Recherches féministes*, vol. 19, n°1, 2006). Elle est cofondatrice de l'Alliance féministe solidaire pour les droits des travailleuses.rs du sexe, formée en 2011 pour appuyer la décriminalisation du travail du sexe, dans l'optique de combattre les

violences à l'endroit des personnes œuvrant dans l'industrie du sexe et de promouvoir leur plein droit à la citoyenneté.

Louise Toupin est une des auteures de l'anthologie.

Stella, l'amie de Maimie ou « Stella » est un organisme sans but lucratif incorporé en 1995. Stella est le seul groupe communautaire à Montréal, créé par et pour les travailleuses du sexe, qui a pour but l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes, travesties et transsexuelles qui font ce travail. L'organisme agit dans une perspective d'appropriation du pouvoir (empowerment), c'est-à-dire que toutes ses actions visent à favoriser la prise en charge individuelle et collective des travailleuses du sexe. Stella travaille également à sensibiliser et à éduquer l'ensemble de la société aux différentes formes et réalités du travail du sexe. En 2010, l'organisme fait en moyenne 6000 contacts avec des travailleuses du sexe de différents milieux pour leur offrir de l'information, de l'accompagnement et du soutien. Ces interventions ont lieu aux locaux de Stella et sur le terrain (dans les rues, bars de danseuses, salons de massage, prisons, etc.).

Conseillères auprès de l'équipe pour le développement des différentes parties du projet, les travailleuses de Stella ont aussi recruté des participant.e.s pour les formations et favorisé la diffusion des outils de sensibilisation.

**POWER** (Prostitutes of Ottawa/Gatineau Work Educate & Resist – Les prostitué.e.s d'Ottawa/Gatineau travaillent, éduquent et résistent) la première organisation de travailleuses.rs du sexe dans la capitale nationale, fondée en 2008. L'adhésion des membres est ouverte aux personnes de tous les genres qui s'identifient comme travailleur-ses du sexe ou ex-travailleur-ses du sexe, peu importe le secteur de l'industrie ou elles travaillent ou ont travaillé (par exemple la danse, le travail du sexe de rue, l'escorte incall ou outcall, le téléphone érotique, etc.). Depuis 2010, l'organisme est ouvert aux allié.e.s. POWER envisage une société dans laquelle les personnes travailleuses du sexe peuvent pratiquer leurs professions sans discriminations légales et sociales, sans victimisation, sans harcèlement et sans violence, et dans laquelle le travail du sexe est reconnu comme légitime, enrichissant et comme une contribution importante à la société. POWER s'implique dans diverses campagnes d'éducation populaire, lutte pour la reconnaissance des droits légaux, sociaux et humains des travailleuses.rs du sexe, soutien les efforts de promotion de la santé et participe à des projets de recherche.

Conseillères auprès de l'équipe pour le développement des différentes parties du projet, les travailleuses de POWER ont aussi recruté des participant.e.s pour les formations et favorisé la diffusion des outils de sensibilisation.

Les Éditions du remue-ménage poursuivent le même objectif depuis 1976 : stimuler, soutenir et faire avancer la réflexion féministe, et éduquer et informer les femmes sur les questions les intéressant spécifiquement. Aux côtés des militantes, des chercheuses, des écrivaines, des artistes, elles ont créé un espace propice à la diffusion d'une pensée en marge des discours dominants.

Une plate-forme en mouvement, ouverte aux différentes analyses féministes et à l'écoute des préoccupations des femmes de tous horizons. Pour répondre à ces besoins, des centaines d'activités ont été organisées, appuyées par la publication de plus de deux cents livres.

Les Éditions du remue-ménage ont publié l'anthologie *Luttes XXX*. Par ailleurs, Élise Bergeron et de Rachel Bédard ont soutenu toute l'équipe lors des différentes étapes de la publication.

## 4. Publication d'une anthologie



#### 4.1 Contenu

Intitulée *Luttes XXX*: *Inspirations du mouvement des travailleuses du sexe*, une anthologie écrite par Maria Nengeh Mensah, Claire Thiboutot et Louise Toupin, et corrigée par Alexandre Baril, a été publiée chez les Éditions du Remue-ménage<sup>2</sup>. Ce livre comprend 80 textes – dont un grand nombre sont inédits ou disponibles pour la première fois en français – et 41 illustrations, regroupés en huit thématiques : «S'organiser», «Travailler», «Bâtir des alliances», «Se raconter», «Décriminaliser», «Agir face au sida», «Migrer» et «Se représenter».

Les contributions colligées dans cette anthologie sont des témoins des moments marquants du parcours de ce mouvement social depuis 1973, date de la fondation à San Francisco du premier groupe structuré de travailleuses du sexe. Les textes représentent différentes formes de résistance qui ont inspiré les travailleuses.rs du sexe à se mobiliser et à demander leur reconnaissance sociale. Leurs initiatives sont présentées dans une perspective internationale et historique.

L'anthologie vise à faire connaître ce foisonnement d'initiatives, à peu près inconnues, issues du mouvement mondial des travailleuses.rs du sexe et à devenir une source d'inspiration pour les travailleuses.rs du sexe et les militant(e)s pour les droits des travailleuses.rs du sexe au Québec. Imprimé à 1000 exemplaires, le livre sert actuellement à éclairer le débat sur la décriminalisation de la prostitution qui sera entendu par la Cour Suprême du Canada.

Table des matières	
Introduction : une soif de justice  Maria Nengeh Mensah, Claire Thiboutot et Louise Toupin	17
Liste des sigles	41

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> (http://www.editions-rm.ca)

1. S'organiser				
1. Charte de l'Association québécoise des travailleuses et travailleurs du sexe,				
1992	45			
Association québécoise des travailleuses et travailleurs du sexe				
2. Appui au projet Stella, 1994	48			
Claire Thiboutot, Association québécoise des travailleuses et travailleurs du sexe				
3. Histoires de putes : une décennie de luttes pour les droits des personnes				
prostituées à Toronto, 1993-1994	50			
Danny Cockerline				
4. Dépliant de la Canadian Organization for the Rights of Prostitutes, 1989	52			
Canadian Organization for the Rights of Prostitutes				
5. S'organiser entre pairs au Canada, 2006	62			
Kara Gillies, Maggie's				
6. Perspectives de Montréal, 2006	62			
Claire Thiboutot, Stella				
7. Le Scrapbook d'Empower : la tournée des bars ou le travail d'outreach, 2005	69			
Empower				
8. Une mobilisation improbable : l'occupation de l'église Saint-Nizier, 1999	72			
Lilian Mathieu				
9. Perspectives de Lyon, 2006	80			
Corinne Monnet, Cabiria				
10. La fierté des Putes, 2006	87			
Thierry Schaffauser, Les Putes				
11. Travailleuses du sexe debouttes!, 2006	93			
Maria Nengeh Mensah				
12. Le Parti populaire des putes, 2000	102			
Coalition pour les droits des travailleurs et travailleuses du sexe				
13. Perspectives de Kolkata, 2006	105			
Rama Debnath, Durbar Mahila Samanwaya Committee				
14. Travailleuses du sexe de l'Amérique centrale et du Mexique				
ensemble et solidaires, 2007	109			
Real de Trabajadores Sexuales de Latinoamérica y El Caribe				
15. Se mobiliser dans le cyberespace, 2008	111			
Melissa Gira Grant				
2. Travailler				
16. Mélody, 1985 et 1999	115			
Sylvie Rancourt et Jacques Boivin				
17. Comprendre le travail du sexe, s.d.	118			
Annick				
18. Travailleurs du sexe, unissez-vous!, 2008	122			
Ava Caradonna				
19. La syndicalisation : pourquoi en avions-nous besoin et pourquoi ça marche!,				
2006	127			
Elena Eva Reynaga, Asociación de Mujeres Meretrices de la Argentina				
20. Le travail du sexe : les raisons pour lesquelles c'est une question syndicale,				
2004	130			
Joseph Courtney et Morna Ballantyne, Syndicat canadien de la fonction publique				
21. Entretien avec Ana Lopez, de l'International Union of Sex Workers, 2007	136			

Workers Solidarity Movement	
22. 7 heures et 55 minutes de travail du sexe, 2008	145
Empower	
23. Rester en contrôle, 2004	147
Stella	
24. Cher John, 2006	150
Mirha-Soleil Ross	
25. Le travail du sexe auprès de client.e.s ayant un handicap, 2010	156
Rachel Wotton et Saul Isbister	
26. Manifeste des travailleuses du sexe de Calcutta, 1997	162
Durbar Mahila Samanwaya Committee	
3. Bâtir des alliances	
27. Alliance entre putains, épouses et gouines, 1996	175
Gail Pheterson	
28. Ménagères et putes solidaires, 1977	181
Wages for Housework	
29. Introduction à <i>Good Girls/Bad Girls</i> , 1987	184
Laurie Bell	
30. La lutte des travailleuses du sexe: perspectives féministes, 2001	192
Claire Thiboutot, Stella	
31. Parole de Pute, 2003	200
Roxane Nadeau	
32. Comme elles disent, 2002	208
Anonyme	
33. Stella et le mouvement des femmes au Québec, 2005	210
Jocelyne Lamoureux	
34. Abolitionnistes du monde entier : mêmes tactiques, mêmes accointances, 2005	214
Marie-Neige St-Jean	
35. Débat féministe sur la prostitution au Québec : point de vue des	
travailleuses du sexe, 2006	221
Maria Nengeh Mensah	
36. Qui nous sauvera de ceux et celles qui veulent nous sauver malgré nous?, 2005	229
Norma Jean Almodovar	
37. Lettre ouverte à nos sœurs féministes, 2007	234
Maîtresse Nikita et Thierry Schaffauser	
38. Nous ne sommes pas que belles, ou le féminisme Pute en 15 points, 2010	236
Syndicat du travail sexuel	
39. Manifeste de Femmes publiques, 2003	237
Femmes publiques	
40. Canada : une coalition de féministes défend les droits des travailleuses et travailleurs du sexe, 2008	240
Feminist Advocating for Rights and Equality for Sex Workers	240
4. Se raconter	
41. Se prostituer est un acte révolutionnaire, 1977	243
Grisélidis Réal	
42. De Québec à New York, la discrimination raciale québécoise racontée	247
par une travailleuse du sexe, 2005	247

Entrevue avec Shakira, par Mimi	
43. Pourquoi je suis devenue militante, 1999	251
Diane Gobeil	
44. Audace, 2005	260
Farah	
45. Les travailleuses du sexe et la stigmatisation, 2011	264
Chris Bruckert	
46. Inventer le travail du sexe, 1997	267
Carol Leigh	
47. Conseils destinés à ceux/celles qui rencontrent une pornstar pour	
la première fois, 2002	272
Ovidie	
48. J'ai des choses à vous dire : une prostituée témoigne, 2003	275
Claire Carthonnet	
49. Le stigmate de la putain et les médias, 2007	278
Leslie Jeffrey et Gayle MacDonald	
5. Décriminaliser	
50. Communiqué et pétition contre la loi C-49, 1986	285
Alliance pour la sécurité des prostituées	
51. La défense féministe de la décriminalisation de la prostitution, 1987	288
Frances Shaver	
52. Les arguments contre la loi C-49, 1989	295
Danny Cockerline, Canadian Organization for the Rights of Prostitutes	
53. Décriminaliser nos vies et notre travail: le modèle néo-zélandais, 2006	299
Catherine Healy, New Zealand Prostitutes Collective	
54. Être travailleuse du sexe en Suède : un enfer rempli de dangers, 2001	305
Rosinha Sambo	
55. Thaïlande : des femmes invisibles qui font un travail invisible?, 2006	309
Empower	
56. Les grandes de la gaffe : l'histoire de la prostitution travestie et	244
Transsexuelle à Montréal, 2002	311
Viviane Namaste	
6. Agir face au sida	
57. Décriminaliser plutôt que légaliser, 1993	315
Association québécoise des travailleuses et travailleurs du sexe	313
58. Mais qui sont ces putains avec des condoms gratuits?, 1990	317
Danny Cockerline, Canadian Organization for the Rights of Prostitutes	317
59. De la santé (de la femme) publique, ou propos autour d'un uterus absent,	
1993	318
Claire Thiboutot, Association québécoise des travailleuses et travailleurs du sexe	
60. Criminalisation du travail du sexe : impacts et défis pour la prévention du	
VIH et des IST, 2002	326
Maria Nengeh Mensah et Claire Thiboutot	
61. La politique d'utilisation à 100% du préservatif et les droits des	
travailleuses du sexe, 2003	338
Cheryl Overs, Network of Sex Work Project	
62. Pourquoi devrions-nous risqué notre vie pour les gens des pays riches	
et les profits des compagnies pharmaceutiques?, s.d.	343

Women's Network for Unity	
63. Déclaration de Barcelone, 2008	345
Caucus international des travailleuses et travailleurs du sexe pour la reduction des risqué	
64. Travail du sexe et VIH/sida : les revendications des travailleuses du sexe d'Amérique latine et des Caraïbes, 2008	348
Red de Trabajadores Sexuales de Latinoamérica y El Caribe	
7. Migrer	
65. Dépasser la dichotomie prostitution consentie ou forcée, 1998  Jo Doezema	352
66. Femmes faciles ou femmes perdues? La réapparition du mythe de la «traite des blanches» dans le discours contemporain de la «traite des femmes», 1999  Jo Doezema	362
67. Quitter son pays pour le travail du sexe, 2002	372
Laura Agustín	-,-
68. Travailleuses du sexe et trafic, 2006 Stella	384
69. Analyser autrement la «prostitution» et la «traite des femmes», 2006	388
Louise Toupin	
70. Femmes et migrations en Europe : stratégies et <i>empowerment</i> , 2004 <i>Cabiria</i>	402
8. Se représenter	
-	444
71. Quelques définitions extraites du <i>Bad Girls Dictionary</i> , 2007	411
Liz Cameron, Pornpit Puckmai et Chantawipa Apisuk, Empower	416
72. Debby ne le fait pas gratis, 2005	416
Les Debbys 73. 101 usages du sexe ou pourquoi le SEXE est <i>si</i> important, s.d.	420
Annie Sprinkle	420
74. 40 raisons pour lesquelles les putes sont mes héroïnes ou 40 raisons	
pour la fierté pute, 1993	421
Annie Sprinkle	
75. Le prix Aphrodite, 1991	423
Annie Sprinkle	
76. Faire cesser la terreur. Une journée pour mettre fin à la violence envers	
les travailleuses et les travailleurs du sexe, 2008	424
Annie Sprinkle	
77. Projet Aphrodite: <i>Platforms</i> , 2000	426
Norene Leddy	
78. Komol Gandhar: la note douce et incisive de Durbar, s.d.	432
Durbar Mahila Samanwaya Committee	
79. Brésil: Davida, «N'aie pas honte!», 2008	434
Anna-Louise Crago	
80. La Putain de compile, 2006	440
Véro Leduc	
Références citées	445
Index	451

#### 4.2 Production

Les auteures souhaitaient constituer depuis longtemps une anthologie de textes écrits par des actrice.eur.s du mouvement des travailleuses du sexe Grâce à l'appui financier du CRSH et du programme de perfectionnement des chargé.e.s de cours de l'UQAM, elles ont pu, dès l'été 2010, procéder à l'élaboration d'un calendrier de production avec la maison d'édition Remue-ménage.

Les premières étapes de la production du livre ont été la recherche documentaire et le survol du milieu. Ceci a permis aux auteures de :

- ★ Repérer les ouvrages et autres textes publiés en français qui rendent compte de l'histoire du mouvement international pour la reconnaissance des droits des travailleuses du sexe ;
- ★ Rédiger l'esquisse de la présentation des documents trouvés.
- \* Rencontrer des informateurs-clés susceptibles de contextualiser les documents repérés (auteures, éditrices, militantes, sympathisantes du mouvement, etc.);
- ★ Analyser de manière thématique les perspectives, les discours et les actions relatés par les travailleuses du sexe et leurs alliés.

Cette première sélection de textes avait ratissé large. En effet, à cette étape, le brouillon de l'anthologie comportait plus de 1000 pages! Les auteures ont ensuite choisi un échantillon plus restreint d'extraits de textes et des photos et des images pertinentes ou évocatrices du mouvement des travailleuses du sexe. Les documents choisis devaient répondre aux critères de sélection suivants:

- ★ des textes fondateurs du mouvement de lutte pour la reconnaissance des droits des personnes qui exercent le travail du sexe;
- ★ des textes publiés en français mais dont la diffusion fut très restreinte;
- \* des textes récents ou inédits.

La prochaine étape de production de l'anthologie a été la traduction d'une grande partie des textes à partir de l'anglais ou de l'espagnol. C'est aussi à ce moment que les demandes d'autorisation de reproduction des textes ont été faites aux auteures et aux maisons d'éditions. Les frais de traduction, des droits d'auteur.e.s ou l'impossibilité de retracer des auteur.e.s des images, des photos ou des textes nous ont forcé.e.s à abandonner certains textes. À ces contraintes s'est ajoutée la volonté d'offrir un ouvrage à coût abordable. Pour cette raison, la sélection a été réduite à nouveau, de manière à ce que l'ensemble compte moins de 500 pages. À cette étape, c'est 85 textes et 52 documents iconographiques qui avaient été choisis.

Ces documents ont ensuite été révisés, organisés, divisés en huit chapitres et révisés. Les auteur.e.s se sont ensuite attelées à la rédaction de chacune des sections du livre permettant d'articuler ces documents, soit l'introduction, la présentation de chacun des chapitres et de chacun des textes, et les légendes des documents iconographiques.

Une fois l'ensemble de l'ouvrage assemblé, les révisions finales ont été effectuées et la liste des références citées de même que l'index des groupes et des personnes ont été élaborés. Les auteures, les adjoint.e.s Alexandre Baril et Marie-Hélène Bruyère, ainsi que les éditrices ont tous contribué au processus de correction finale du livre. L'anthologie a été envoyée à l'imprimeur en octobre 2011 et l'organisation du lancement s'est préparée.

#### 4.3 Promotion et diffusion

La publication de *Luttes XXX*, aux éditions du Remue-ménage, a été prévue pour que l'anthologie soit disponible et publicisé lors de l'édition 2011 du Salon du livre de Montréal. Un signet promotionnel a été imprimé pour favoriser la diffusion du livre et présenter les auteures, dont la biographie n'était pas été incluse dans l'ouvrage.

Une célébration a été organisée pour le lancement, le 10 novembre 2011 au bistro Royal Phoenix, à Montréal. Coordonnée par Véro Leduc, la soirée a ressemblé bon nombre d'auteur.e.s, dont certaines sont venues de l'étranger et d'autres provinces afin de lire des extraits de leur contribution à l'anthologie. En plus du soutien financier du CRSH, cette soirée a été rendue possible grâce à la contribution de l'IREF, du Royal Phoenix et de la professeure Colette Parent du département de criminologie de l'Université d'Ottawa.

## Luttes XXX. Inspirations du mouvement des travailleuses du sexe Éditions du remue-ménage, 2011

#### Les auteures...

Maria Nengeh Mensah est professeure à l'École de travail social et à l'Institut de recherches et d'études féministes de l'Université du Québec à Montréal. Au cours des dix dernières années, elle a créé de nombreux outils de sensibilisation et de formation à l'intention des intervenant-es de divers services publics. Elle est l'auteure de Ni vues ni connues: femmes, VIH et médias (2003) et a dirigé Dialogues sur la troisième vague féministe (2005) aux Éditions du remue-ménage. Elle a aussi écrit, avec Louise Toupin et trois collègues de l'Université d'Ottawa (C. Parent, C. Bruckert et P. Corriveau), le livre Mais oui c'est un travail! Penser le travail du sexe au-delà de la victimisation (PUQ, 2010).

Claire Thiboutot est cofondatrice en 1992 de l'Association québécoise des travailleuses et travailleurs du sexe (AQTS), et collabore à la création et à la mise sur pied de l'organisme Stella en 1995, dont elle sera la directrice générale et la principale porte-parole de 1998 à 2007. Elle a coréalisé plusieurs outils de sensibilisation sur la stigmatisation et la criminalisation du travail du sexe, en plus de prendre la parole à ce sujet sur différentes tribunes et dans les médias. Elle est présentement cheffe de l'administration de programmes au Centre de services de santé et de services sociaux (CSSS) Jeanne-Mance où elle est responsable d'équipes cliniques œuvrant dans les domaines de la santé mentale et de l'itinérance.

**Louise Toupin** est chargée de cours en études féministes au Département de science politique de l'UQAM et chercheuse indépendante. Elle est l'auteure de *La pensée féministe au Québec*. Anthologie 1900-1985 (avec M. Dumont, Remue-ménage, 2003), « Analyser autrement la "prostitution" et la "traite des femmes" » (*Recherches féministes*, vol. 19, no 1, 2006) et « Les migrations féminines clandestines et le risque de traite », dans *Mais oui c'est un travail* !... (C. Parent et coll., PUQ, 2010). Elle est cofondatrice de l'Alliance féministe solidaire pour les droits des travailleuses(rs) du sexe, formée en 2011 pour appuyer la décriminalisation du travail du sexe, dans l'optique de combattre les violences à l'endroit des personnes œuvrant dans l'industrie du sexe et de promouvoir leur plein droit à la citoyenneté.

ISBN: 978-2-89091-323-3-456 p. - illustré - 39,95\$

# 4.3.1 Aperçu du lancement<sup>3</sup>



Laura Agustín



Véro Leduc et Julie Marceau



Anna-Louise Crago



Ambiance festive



Claire Thiboutot et Mirha-Soleil Ross



Carol Leigh

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Les photos ont été prises par Carol Leigh et sont reproduites avec son autorisation. Les courriels d'autorisation ont été envoyés le 9 mai.

Depuis sa publication, l'anthologie s'est fait connaître au Québec et dans la francophonie. Les sites d'Alliance féministe solidaire et Cybersolidaires ont tous deux repris le communiqué de presse publié par les éditions du Remue-ménage (Éditions du Remue-ménage, 2011). Le site *Genre en action* a publié une critique de l'anthologie *Luttes XXX* (Genre en action, 2012), tandis qu'une entrevue avec les auteures a été publiée dans le magazine *Le libraire* lors d'un « Spécial érotique », à l'occasion de la parution de leur numéro 69 (Brisson, 2012). Claire Thiboutot et Maria Nengeh Mensah ont aussi été interviewées à la radio de Radio-Canada (Faucher, 2011) peu après la sortie du livre. Cette revue de presse met en lumière le travail réalisé par Louise Toupin, Claire Thiboutot et Maria Nengeh Mensah afin de faire connaître le mouvement des travailleuses.rs du sexe à travers des textes inédits et originaux.

La renommé de l'anthologie se poursuit au-delà du projet. Ainsi, en juillet, Maria Nengeh Mensah ira à Paris pour faire la promotion de l'ouvrage. Elle aura l'occasion de faire une conférence à *Crossroads in Cultural Studies*<sup>5</sup>, inspirée de Luttes XXX, qui aura pour sujet la «La culture des travailleuses du sexe», et durant laquelle elle pourra présenter les représentations et les témoignages de ces travailleuses.rs. De plus, elle participera à une soirée-discussion chez Collette&Co afin de présenter l'anthologie.

L'anthologie, comme d'autres ouvrages importants publiés chez Remue-ménage, est appelée à devenir un ouvrage de référence. Ainsi, dans un article récent, Le Devoir (Montpetit, 2012) en fait mention.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> (http://www.crossroads2012.org)

## 5. Offre de formation

Les personnes exerçant le travail du sexe, comme tout.e autre citoyen.ne ont le droit à un accès aux services publics sans préjugé et à des services qui correspondent à leurs besoins, sans crainte de se faire dénoncer, harceler, mépriser ou violenter.

Les 15 formations gratuites offertes aux intervenants des services publics et communautaires entre 2010 et 2012 ont permis de favoriser une meilleure connaissance des réalités vécues par les travailleuses.rs du sexe, notamment au Québec et en Ontario. En outillant les professionnel.le.s de divers milieux, il s'agissait de soutenir l'intégration sociale des personnes exerçant le travail du sexe, en créant des conditions favorables au dévoilement de leur situation de travail et de leurs conditions de vie.

## 5.1 Contenu et objectifs de la formation

Les formations faisaient appel à diverses méthodes pédagogiques : exposés avec période d'échanges, jeux, ateliers de discussion en petits groupes, quiz, témoignages et mises en situation. Susceptible de répondre aux besoins spécifiques des publics visés, cette diversité d'approches favorisait la participation des personnes inscrites. Les participant.e.s des ateliers étaient amenées à réfléchir sur les principaux obstacles posés par la criminalisation du travail du sexe lorsqu'il est question d'intervenir auprès des femmes qui exercent ce métier dans différents contextes. Les défis reliés à l'accès aux services publics sans discrimination et à la mise en place de stratégies de prévention du VIH étaient abordés. De façon générale, les éléments d'apprentissage étaient les suivants :

- ★ Mythes et réalités à propos du travail du sexe;
- ★ Contexte historique du cadre légal, juridique et social concernant le travail du sexe;
- ★ Besoins des services publics et besoins des personnes exerçant le travail du sexe;
- ★ Stigmatisation sociale des personnes exerçant le travail du sexe et effets sur leurs conditions de vie, de travail et de santé;
- ★ Attitudes et habiletés permettant de mieux d'intervenir auprès des personnes exerçant le travail du sexe de façon positive;
- ★ Principaux obstacles posés par la criminalisation du travail du sexe lorsqu'il est question d'intervenir auprès des femmes qui exercent ce métier ;
- ★ Stratégies d'intervention favorisant l'accès aux services publics sans discrimination.

## 5.2 Services publics et communautaires

#### 5.2.1 Services policiers

Il est difficile d'accéder au milieu policier. En effet, l'équipe de Sensibilisation XXX Awareness a démarché durant près d'un an et demi avant d'être en mesure d'offrir une formation aux policiers du poste 23, dans Hochelaga-Maisonneuve. Ainsi, afin que la formation puisse répondre

adéquatement aux demandes spécifiques des services policiers, divers professionnel.le.s (agents, sergents détective, commandants) ont été consultés pour mieux déterminer les principaux défis rencontrés lors de leur travail relatif aux personnes œuvrant dans l'industrie du sexe et les principaux besoins des services de polices en matière de formation.

Ainsi, 14 personnes ont été contactées au Québec et en Ontario – parmi elles Isabelle Côté (sergent-détective poste Versailles dans St-Michel, SPVM), Éric Kiss (sergent, conseiller SEMCJ sud), Richard Lord (inspecteur, ville de Longueuil), Dominique Dufour et Anick Roberge (sergents-détectives à l'unité des crimes graves, Longueuil), François Cayer (commandant, PDQ23), Claude Lizotte (lieutenant, PDQ23), M. Chalom Ph.D (conseiller interculturel au SPVM jusqu'en 2003, ville de Montréal), Ann-Marie Field Ph.D (experte en profilage racial, coordonnatrice de la Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté (CRIEC)), André Jacob (coordonnateur de l'observatoire international sur le racisme et les discriminations, Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté de l'UQAM), Amnon Jacob Suissa Ph.D (professeur - Faculté des sciences humaines, École de travail social). Quelques-unes de ces personnes ont été rencontrées et ont répondu aux questions suivantes :

#### Identifications des besoins pour une formation sur le travail du sexe

#### Entretiens informels avec des professionnel-les des services de police

#### Préambule

Une équipe de chercheures<sup>6</sup> de l'École de travail social de l'UQÀM et du département de criminologie de l'Université d'Ottawa développent actuellement une formation ayant pour objectif, entre autres, de sensibiliser les professionnel-les des services policiers<sup>7</sup> afin de leur permettre d'actualiser leurs pratiques à l'égard des personnes exerçant le travail du sexe. Cette formation, d'une durée de 4 heures, sera offerte gratuitement à différents services de police, au Ouébec et en Ontario, durant l'année 2010-2011.

Afin que la formation puisse répondre adéquatement aux demandes spécifiques des professionnel-les des services policiers, nous souhaitons vous consulter afin d'identifier précisément vos besoins et ceux de vos collègues.

À cet égard, nous vous proposons de répondre à une série de questions exploratoires. Il n'a pas de bonnes ou mauvaises réponses, il s'agit vraiment de connaître vos perceptions.

### 1. DONNÉES GÉNÉRALES

- 1.1 Titre de l'emploi occupé actuellement :
- 1.2 Nombre d'années d'expérience reliée au poste :
- 1.3 Ville et quartier d'exercice de la profession :
- 1.4 Sexe :
- 1.5 Âge:

#### 2. EXPÉRIENCES D'INTERVENTION

- 2.1 Dans l'exercice de vos fonctions, pouvez vous me décrire combien de fois avez-vous eu à intervenir auprès d'une personne exerçant le travail du sexe et dans quelles circonstances?
- 2.2 Qu'avez-vous appris de votre expérience d'intervention auprès des personnes exerçant le travail du sexe?
- 2.3 Quels sont les principes d'intervention (valeurs, attitudes, forces, actes d'intervention) en vigueur dans votre organisation ou service lorsqu'il s'agit d'intervenir auprès d'une personne exerçant le travail du sexe?
- 2.4 Quelles ont été les principaux défis et difficultés que vous avez rencontrés lors de vos interventions auprès de personnes exercant le travail du sexe?
- 2.5 D'après vous, à quoi sont dues les principaux défis et difficultés que vous avez rencontrés lors de vos interventions auprès de personnes exerçant le travail du sexe?
- 2.6 Qu'est-ce qui est le plus important selon vous lorsque les professionnels du service police interviennent auprès d'une personne exerçant le travail du sexe?
- 2.7 Selon vous, qu'est-ce qui vous permettrais d'améliorer <u>votre travail</u> auprès des personnes exerçant le travail du sexe?

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Cette formation est construite par *Maria Nengeh Mensah*, professeure-chercheure à l'École de travail social de l'UQÀM et à l'Institut d'études et de recherche féministes, *Chris Bruckert*, professeure-chercheure au département de criminologie de l'Université d'Ottawa, *Jenn Clamen*, étudiante au doctorat au département de criminologie de l'Université d'Ottawa et *Véro Leduc*, étudiante à la maîtrise à l'École de travail social de l'UQÀM. Ce projet est financé par le *Conseil de recherche en sciences humaines du Canada*.

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> La formation s'adresse également à d'autres secteurs professionnels, tels que les services judiciaires et les milieux de la santé, des services sociaux et communautaires.

2.8 Quels sont vos partenaires dans le milieu (judiciaire, santé, services sociaux, communautaires, etc.) ou les ressources/organismes qui vous permettent d'améliorer votre intervention auprès des personnes exerçant le travail du sexe?

### 3. BESOINS EN MATIÈRE DE FORMATION

3.1 Avez-vous déjà participé à des formations sur le travail du sexe ou sur l'intervention auprès de personnes exerçant le travail du sexe? Expliquer.

Si oui : qu'avez vous retenu de cette formation?

Si non: pourquoi?

- 3.2 De manière générale : quelles sont vos besoins dans le cadre d'une formation sur l'intervention auprès de personnes exerçant le travail du sexe?
  - 3.2.1 Quels sont les besoins des professionnels du service police ?
- 3.2.2 Quelles sont les connaissances que vous aimeriez approfondir quant à l'intervention auprès de personnes exerçant le travail du sexe?
- 3.2.3 Quelles sont les aptitudes (savoir-être, savoir-faire) que vous aimeriez approfondir ou développer quant à l'intervention auprès de personnes exerçant le travail du sexe?
- 3.3 Actuellement, quelles sont vos principales sources d'information quant à l'actualisation de vos pratiques d'intervention auprès de personnes exerçant le travail du sexe?

#### **4. ORGANISATION DE LA FORMATION**

- 4.1 Serait-il envisageable d'offrir une formation auprès de votre organisation?
  - 4.1 Publics : qui seraient les personnes susceptibles d'être regroupées?
  - 4. 2 Logistique : où la formation pourrait elle avoir lieu : dans vos locaux? à l'UQÀM?
  - 4.3 Horaire : quand peut on envisager offrir un bloc de 4 heures? Moments opportuns?

#### 5. SUGGESTIONS ET COMMENTAIRES SUR LES MISES EN SITUATION

5.1 Nous avons recueillis des cas réels vécus par des personnes exerçant le travail du sexe dans leur relation avec les services de police. (Faire lire ou dire 1 ou 2 mises en situation) Pourriez-vous me dire si ce cas serait intéressant à être exposé dans la formation comme mise en situation. Y a t'il des éléments que vous changeriez ou vous ajouteriez?

Intégrer les réponses de Véro (paragraphe).

Le quartier où se trouve le PDQ23 est réputé pour abriter beaucoup de prostitution de rue et une multitude de lieux de vente et de consommation de drogue. Les policiers qui y patrouillent interviennent avec des travailleuses.rs sociale.au.x. Deux membres de Sensibilisation XXX Awareness ont eu l'occasion, à la suggestion du sergent Claude Lizotte, de participer à une patrouille de type COBRA. Cette initiative a permis depuis 2010 à divers partenaires, à des gestionnaires d'organismes et à des élus des trois paliers de gouvernements de participer à «une fin de soirée et un début de nuit à répondre aux appels, à visiter les piqueries, à discuter avec les prostitués et à voir des interventions policières en temps réel.» (SPVM, 2011). Le SPVM offre ce type de patrouille «[d]ans un souci de travailler en complémentarité, en concertation et en collaboration sur des projets conjoints, [...] pour créer des opportunités d'échange et de travailler sur les perceptions de part et d'autre, avec ses divers partenaires. » (SPVM, 2011) Cette expérience s'est révélée très enrichissante pour l'équipe, car elle lui a permis de :

- ★ Créer des liens avec les policier.ère.s du PDQ23;
- ★ Être reconnue comme une équipe de recherche compétente;
- ★ Avoir un regard intérieur sur le vécu des patrouilleuses.rs du poste de police;
- ★ Entrer en contact avec les agents socio-communautaires.
- ★ Comprendre plus directement la relation entre les policiers et les travailleuses.rs du sexe et saisir la complexité de la rencontre entre ces deux univers.

L'ensemble du poste de police d'Hochelaga-Maisonneuve a finalement été rencontré le 12 mai 2011. Une formation d'une heure trente, offerte au cours d'une journée de formation, a permis de rejoindre 80 policier.ère.s. Dans une lettre de remerciement envoyée à Maria Nengeh Mensah<sup>8</sup>, le commandant Cayer écrivait : « Il est évident que grâce à vos connaissances, vous ave[z] réussi à captiver l'auditoire sur ce sujet toujours aussi tabou. Votre présentation a suscité de vifs échanges et débats d'idées qui resteront présents au quotidien.»

#### 5.2.2 Autres services publics et communautaires

Dix formations nous ont permis de former 429 intervenant.e.s qui œuvrent dans divers services publics et communautaires. Chacune des formations a rejoint entre 18 et 90 participant.e.s. Les personnes rencontrées œuvrent dans des organismes fréquentés par des personnes travailleuses du sexe, par exemple des organismes qui luttent contre le VIH/sida ou la violence, ou qui interviennent auprès des utilisatrices.eurs de drogues.

De plus, la formation offerte chez Émiss-ère a été filmée, de manière à offrir la possibilité à l'équipe de développer un nouvel outil de formation.

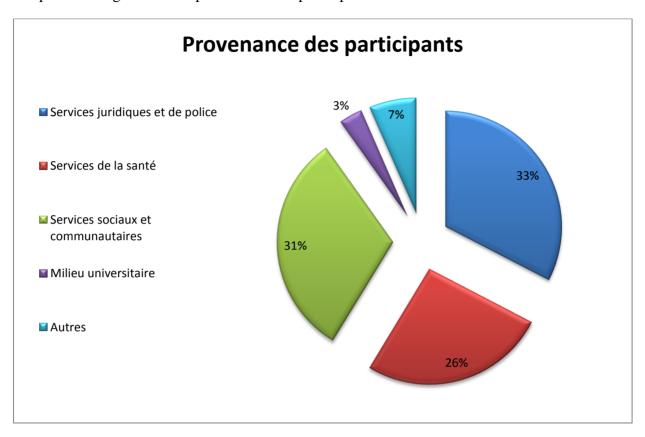
24

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> Annexe 1

# Formations dispensées

	Hôtes	Animatrices	Ville	Date	Durée	Nombre
Québec	Équipe multidisciplinaire d'intervenant.e.s en santé sexuelle (Émiss-ère)	Maria Nengeh Mensah Pascale Robitaille (Stella)	Longueuil	Mai 2010	1 jour	45
	Association des intervenant.e.s en toxicomanie du Québec	Maria Nengeh Mensah			2 h	60
	Poste de police Hochelaga-Maisonneuve (PDQ23)	Maria Nengeh Mensah Julie Marceau	Montréal	Mai 2011	1 ½ h	80
rio	Comité du sida d'Ottawa	Maria Nengeh Mensah Chris Bruckert	Ottawa	Octobre 2010	1 jour	45
	HIV/AIDS Regional Services	Maria Nengeh Mensah Chris Bruckert	Kingston	Juin 2011	1 jour	90
	AIDS Committee of North Bay and Area	Maria Nengeh Mensah Chris Bruckert	North Bay	Juin 2011	1 jour	18
Ontario	AIDS Committee of London	Chris Bruckert	London Octobre 2011		2 h	90
	Ontario Harm Reduction Distribution Program	Maria Nengeh Mensah	Toronto	Janvier 2012	2 h	40
	Nelson House	Chris Bruckert	Ottawa	Octobre 2011	2h	15
	Carlington Community Health Centre	Chris Bruckert	Ottawa	Décembre 2011	2h	12
	Catholic Family Services Chris Bruckert Ottawa Octobre 2011 2 h		2 h	18		
ТО	TOTAL					

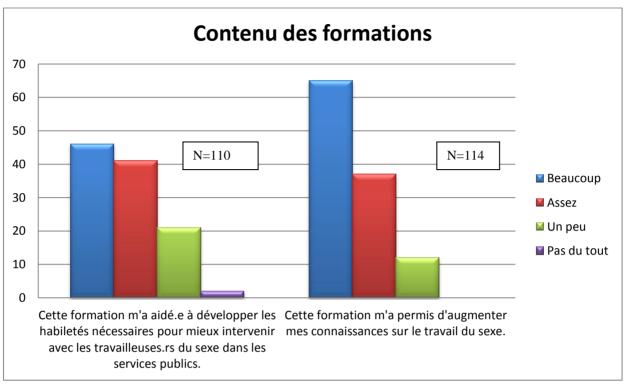
276 participant.e.s ont indiqué le nom de l'organisme pour lequel elles ou ils travaillaient au moment où la formation a été donnée. Le graphique suivant présente la répartition des participants en fonction de leur milieu d'emploi. On pourra aussi trouver en annexe<sup>9</sup> la liste complète des organismes de provenance des participants.

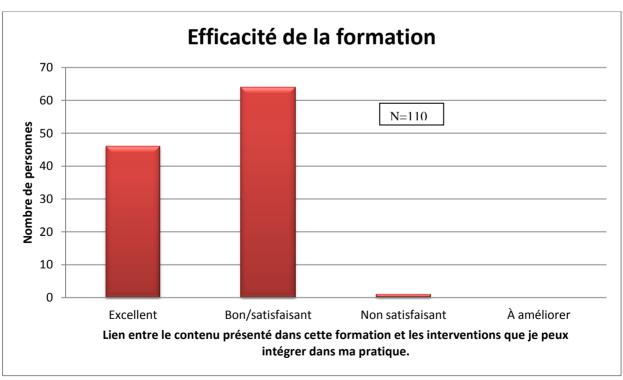


<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> Annexe 2

### 5.2.3 Appréciation des formations de North Bay, Kingston et Ottawa

Les graphiques suivants sont basés sur les évaluations des formations recueillies à North Bay, à Kingston et à Ottawa. Elles permettent de constater l'efficacité de celles-ci.





#### 5.2.4 Commentaires des participant.e.s

«Increas[ed] my knowledge about sex work, and the current issues. As a nursing student at Queen's, I have not learned anything about this topic. It will help me with my pursuit of work as a street nurse. » (Kingston, 2011)

«I came here very open-minded and interested to hear from the side of the sex worker. Most interesting to me [were] the 10 reasons. It opened my eyes to issues that I would have never thought of. Most, I found very interesting and strong arguments. » (Kingston, 2011)

«I liked the discussion of legalities around sex work. I liked how you both discussed the variations of types of sex work, and the workers feelings about their work (i.e.: happy to be a sex worker vs. out of necessity). » (North Bay, 2011)

«Please feel free to contact me. This is an amazing workshop and it should be done in every cop school, regular school, women half way house, etc. » (North Bay, 2011)

«Loved it – learned a lot and confronted some of my own assumptions. » (Ottawa, 2010)

«In general this was great! I need the facilitators know that they are fabulous and to remember that although you kept trying to "push us to talk and be open" this was a bit of talking to those who have an interest in this. I am definitely leaving here with more questions and wanting to talk more... what a great way to start the weekend! Thank you. » (Ottawa 2010)

«[I] thoroughly enjoyed the presentation and exercises! [I]left feeling more informed and more in tune to the effects of stigma. » (Ottawa, 2010)

## 5.3 Ateliers pour les travailleuses.rs du sexe

La formation Renforcer nos capacités en éducation populaire et amenuiser la stigmatisation a permis de former une trentaine de travailleuses.rs du sexe qui désiraient être formatrice ou éducatrice populaire sur les enjeux entourant le travail du sexe. Des ateliers d'une durée de deux jours ont été spécialement conçus pour elles (l'un en français et trois autres en anglais). Ces ateliers ont été de précieux espaces pour les participantes qui s'y sont outillées afin de faire face aux préjugés à leur endroit, de reprendre du pouvoir et de la confiance en vue de poursuivre leur engagement dans la défense de leurs droits et, surtout, de développer ou d'améliorer leurs capacités à sensibiliser divers publics à leurs réalités.

En s'inspirant des sessions offertes préalablement au Canada, Maria Nengeh Mensah et Tuulia Law ont offert un atelier aux travailleuses.rs du sexe à l'occasion de la rencontre internationale *London Sex Worker Open University*, en octobre 2011.

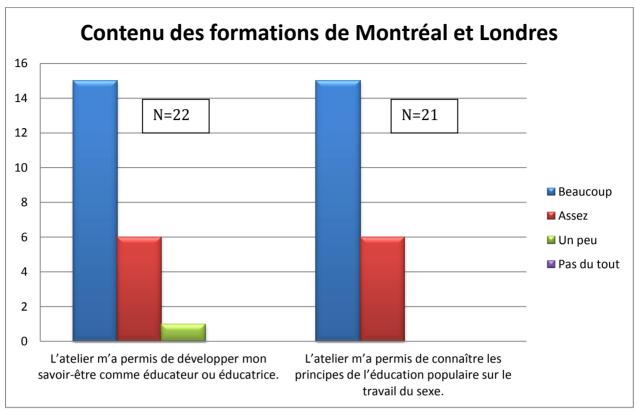
## Ateliers dispensées

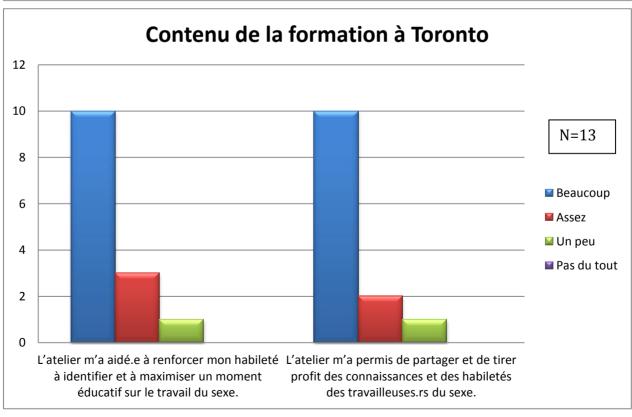
Hôtes	Animatrices	Ville	Provenance des participant.e.s	Date	Durée	Nombre
Stella	Maria Nengeh Mensah Claire Thiboutot	Montréal	Montréal et Québec	Avril 2011	2 jours	15
Power	Maria Nengeh Mensah Chris Bruckert	Ottawa	Ottawa, Toronto, Sudbury	Avril 2011	2 jours	9
London Sex Worker Open University	Maria Nengeh Mensah Tuulia Law	Londres, (Angleterre)	Angleterre, Danemark, États-Unis, Allemagne, Turquie, Japon	Octobre 2011	1 journée	10
Maggies	Lusty Day Maria Nengeh Mensah Chris Bruckert	Toronto	Toronto	Janvier 2012	2 jours	13
TOTAL	1	1	1	1	1	47

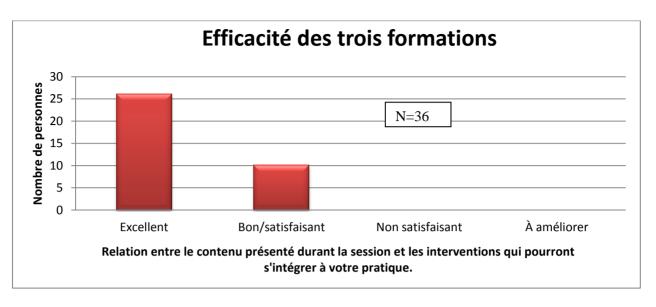
#### 5.3.1 Appréciation des ateliers de Montréal, Londres et Toronto

Les graphiques suivants sont basés sur les évaluations des formations recueillies à Montréal, à Toronto et à Londres (Angleterre). Au fil des formations, les questionnaires d'évaluation utilisés

ont été légèrement modifiées, ce qui explique que les questions retenues à Toronto soient différentes.







#### 5.3.2 Commentaires des participant.e.s

«J'ai l'impression que cette formation pourrait être élargie : donnée sur une semaine pour aller plus en profondeur et participer davantage. » (Montréal, 2011)

«Extrêmement enrichissant. Je me sens maintenant vraiment comme une agente d'éducation populaire solide sur ses talons hauts! » (Montréal, 2011)

«Ce serait intéressant de se revoir pour parler de comment nous avons mis en pratique ce que nous avons appris et ce qui a bien fonctionné ou qui a été problématique. Ce serait intéressant de mettre sur pied un groupe de travail qui pourrait nous supporter lorsque nous allons préparer et animer des groupes, nous entraider. » (Montréal, 2011)

«Sex workers! Activists! Take this class! Merci, merci, merci, great team! » (London, 2011)

«Love the booklet, will be sure to use it in the future. All the information about how to lead a seminar was so practical and helpful. Thanks so much for putting this on! It was fantastic. Loved hearing about other sex workers' experiences with stereotypes and stigma. Sometimes, I feel isolated as a sex worker, and this helped make me fell less isolated! It has sparked my interest in public education spending the weekend at this workshop... and [I] will be able to use a lot of what I learned in my personal life as well. » (Toronto, 2012)

## 6. Outils de sensibilisation

La volonté de sensibilisation des publics de l'équipe de Sensibilisation XXX Awareness s'est traduite dans la création d'une variété d'outils qui permettent de lutter contre la stigmatisation vécue par les travailleuses.rs du sexe. Pour rejoindre différents publics, l'équipe a favorisé une multitude de formats : dépliant, groupe, panel, films...

#### 6.1 Guides de formation

Le guide d'accompagnement Renforcer nos capacités en éducation populaire et amenuiser la stigmatisation/Reducing Stigma and Building our Capacity (Mensah, Bruckert et Clamen, 2011) a été remis à chaque participant.e lors des ateliers. Chaque version linguistique des guides a été adaptée au contexte culturel des villes visitées et une autre version du guide a été créée pour animer des formations d'un jour. Par ailleurs, des participant.e.s ont souligné l'importance de le pérenniser.

## 6.2 Le comité de réflexion stratégique

En janvier 2011, à la suite du jugement Himel (2010), Maria Nengeh Mensah a contacté des acteurs des milieux communautaire et universitaire pour faire un état des lieux du travail du sexe et pour faire émerger des pistes d'action collective. À la suite de la rencontre, un comité stratégique a été mis sur pied afin de mettre en commun les initiatives militantes féministes qui soutiennent la lutte des travailleuses du sexe pour la décriminalisation de leur vie et de leur travail. Les travaux de ce comité ont donné lieu à la création de l'Alliance féministe solidaire pour les droits des travailleuses.rs du sexe (AFS).

L'AFS est une coalition visant la défense des droits des personnes qui exercent un travail du sexe. Depuis sa création le 3 mars 2011, plus de 500 personnes ont appuyé sa mission : travailleuses.rs du sexe, plusieurs organisations et des femmes, des hommes et des personnes trans provenant des milieux communautaires, associatifs et universitaires de diverses régions du Québec.

L'Alliance féministe solidaire se veut un lieu de convergence afin de rendre visible publiquement la solidarité entre plusieurs acteurs sociaux qui soutiennent la revendication de la décriminalisation du travail du sexe dans l'optique, en outre, de combattre les violences vécues par les personnes œuvrant dans l'industrie du sexe.

Sensibilisation XXX Awareness a collaboré avec l'Alliance féministe solidaire pour les droits des travailleuses.rs du sexe (AFS) à quelques reprises. Par ailleurs, l'AFS a bénéficié de l'implication d'étudiant.e.s uqamien.ne.s pour sa première activité.

Des membres de l'équipe ont aussi participé à la première assemblée publique de l'AFS, le 29 mai 2011. Cette assemblée a permis d'organiser les actions futures de l'Alliance et de dresser une esquisse en termes de besoins pour une structure organisationnelle.

À l'initiative d'étudiantes membres de l'IREF, Véro Leduc, Marie-Ève Gauvin, Caroline Leblanc et Laurence Olivier, un Cin'IREF a été organisé afin de diffuser des courts-métrage visant à démystifier le travail du sexe et la décriminalisation.

Maria Nengeh Mensah a soutenu cette initiative étudiante, organisée en collaboration avec l'IREF, en ce qui a trait au montage et au sous-titrage de courts-métrages sélectionnés. Cela a permis de rendre accessible à une communauté féministe des films qui n'étaient pas disponibles en français. Parmi les courts-métrages réunis en DVD, on retrouve : *Every ho' I know* de Lusty Day (Canada-Australie), *Valio la pena d'Ammar* (Argentine), *Juliette* de Chantal Pagé (Montréal) et *eXXXpressions* de Mirha-Soleil Ross (Montréal).

Animée par la directrice de l'IREF, Marie-Andrée Roy, la soirée intitulée *Travailler, un droit* pour toutes les femmes, était suivie de présentations d'Anna-Louise Crago, Caroline Leblanc et Véro Leduc ainsi que d'un échange avec le public.

#### 6.3 Panels: lutter contre la violence...

L'équipe du projet Sensibilisation XXX Awareness a participé à la soirée de lancement de l'AFS, le 18 mars 2011. Lors de cette soirée animée par Maria Nengeh Mensah, des expert.e.s ont pris part à un panel sur la décriminalisation du travail du sexe avant de laisser place à des performances. Deux groupes étudiants du cours TRS2600 Mobilisation et action collective ont aussi travaillé à l'organisation de la soirée de lancement et à l'envoi massif de cartes postales au gouvernement pour les sensibiliser à la nécessité de décriminaliser le travail du sexe.

L'initiative de l'Alliance a permis d'offrir un contre-discours au Tribunal populaire sur la prostitution organisé par la CLÉ au même moment. Le programme de la soirée, réalisé par Marie-Claude Charlebois, donne un bel aperçu de cet évènement.



Suite au succès de cette soirée de lancement, l'équipe a co-organisé avec l'Alliance un second panel, le 30 mai 2011, sur la lutte contre la violence faite aux travailleuses.rs du sexe. Cette soirée qui à été l'occasion du lancement de l'outil « 10 raisons pour s'opposer à la criminalisation du travail du sexe ». Maria Nengeh Mensah a chaleureusement animé cet événement en collaboration avec Jenn Clamen. Lors de la soirée, des expert.e.s ont discuté des sources et de l'expression des violences envers les travailleuses.rs du sexe, de même que des moyens de les combattre.



## 6.4 10 raisons de s'opposer à la criminalisation du travail du sexe

Dans la suite de *Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le travail du sexe. 14 réponses à vos questions* (Mensah et Stella, 2007), a émergé la volonté de s'attarder spécifiquement à la criminalisation du travail du sexe. C'est ainsi qu'a vu le jour un feuillet d'information, produit en français et en anglais, intitulé « 10 raisons de s'opposer à la criminalisation du travail du sexe » (Mensah et Bruckert). Il vise à partager 10 arguments utiles à la lumière du jugement Himel. Nous reproduisons ici le libellé de chacune des raisons :

- ★ La criminalisation alimente la violence envers les femmes, les hommes et les personnes trans qui exercent le travail du sexe!
- ★ La criminalisation mine l'accès à la justice!
- ★ La criminalisation réduit la capacité à maintenir la santé physique et sexuelle!
- ★ La criminalisation nie la protection des droits du travail!
- ★ La criminalisation limite les options des travailleuses et des travailleurs!
- ★ La criminalisation sape le droit à l'autonomie sexuelle!
- ★ La criminalisation marginalise et isole!
- ★ La criminalisation du travail du sexe est inutile!
- ★ La criminalisation légitime la discrimination!
- ★ La criminalisation des «clients» n'est pas la solution!

Lancé lors du panel *Lutter contre la violence faite aux travailleuses.rs du sexe* le 30 mai 2011, cet outil a été créé pour être diffusé de deux manières : en format papier et en format électronique.

2 000 exemplaires – en français et en anglais – du format papier ont été imprimés pour être distribués ainsi : lors de chacune des formations offertes depuis mai 2011, par des membres du groupe SSWR (Students for Sex Workers' Rights) à l'université d'Ottawa lors du congrès Women's World, de même qu'il a été adapté et reproduit à l'intérieur de l'outil *The Toolkit*. Nous avons ainsi contribué à la boîte à outils regroupant informations, stratégies et conseils d'intervention auprès des travailleuses.rs du sexe à l'intention des dispensateurs de services publics. Dirigée par Lara Purvis, Chris Bruckert and Frédérique Chabot, en collaboration avec POWER – Prostitutes of Ottawa/Gatineau Work, Educate & Resist – et le Comité du sida d'Ottawa, le Toolkit regroupe une foule d'informations destinées, entre autres, à sensibiliser les services sociaux et de santé, les médias, le public en général, la police ainsi que les travailleuses.rs du sexe et leurs allié(e)s<sup>10</sup>.

Par ailleurs, une version mise à jour du dépliant est en cours de rédaction et sera disponible à l'adresse suivante sur les sites de POWER et de Stella.

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> Ces informations sont tirées entre autres d'une recherche à propos des travailleuses.rs du sexe de la région d'Ottawa à laquelle a participé POWER.

# **6.5 Principes d'intervention**

Afin de sensibiliser divers acteurs sociaux qui interagissent avec les travailleuses.rs du sexe, nous avons élaboré des feuillets résumant des principes d'intervention auprès des travailleuses.rs du sexe (Mensah, Bruckert, Leduc, 2012). Intitués *Faire partie de la solution!*, ces feuillets ont été adaptés pour des publics spécifiques. On retrouve donc différentes versions :

- ★ Faire partie de la solution! Services judiciaires
- ★ Faire partie de la solution! Principes de communication en lien avec « la prostitution » à l'attention des professionnel(le)s des médias
- ★ Faire partie de la solution! Décideurs politiques
- ★ Faire partie de la solution! Services de santé
- ★ Faire partie de la solution! Services sociaux et communautaires
- ★ Faire partie de la solution! Services policiers

Ces feuillets s'adressent directement aux professionnel.le.s de chacun des milieux en leur donnant des principes d'intervention leur permettant de répondre au besoin des travailleuses.rs d'acquérir ou de renforcer leurs compétences et les habiletés personnelles leur permettant de vivre et de travailler en sécurité et avec dignité. Ils seront distribués dans les groupes POWER et Stella, de même que dans les prochaines activités d'éducation populaire et de sensibilisation des publics.

## **Conclusion**

La pertinence du projet Sensibilisation XXX Awareness a pris encore plus d'importance dans le contexte actuel de contestation judiciaire des lois relatives à la «prostitution». Ainsi, le jugement de la Cour d'appel de l'Ontario (Canada (Attorney General) v. Bedford, 2012) a soulevé les défis auxquels font face les travailleuses.rs du sexe dans leur vie quotidienne, la stigmatisation et la violence qui les affectent. Ce débat judiciaire a ramené dans l'actualité la question du travail du sexe et a rallumé l'intérêt des gens pour obtenir plus d'informations sur le sujet.

À ce titre, le travail de Sensibilisation XXX Awareness auprès des différents publics répond à un réel besoin et est très apprécié. Ainsi, les formatrices ont reçu de nombreuses demandes pour la tenue de formations de sensibilisation, sans avoir à les publiciser et les évaluations complétées par les participant.e.s de plusieurs formations montrent leur intérêt.

Le CRSH doit continuer de financer ce type d'initiatives. D'abord, leur élaboration a permis de tisser d'excellents liens entre les milieux universitaire et communautaire, de même que de collaborer avec les éditions du Remue-ménage. Ensuite, ce projet a permis de lier les deux solitudes du Canada en offrant en anglais une formation autrefois offerte uniquement en français. L'ensemble du projet a aussi favorisé l'interdisciplinarité multisectorielle au sein du milieu universitaire, les professeures et les étudiant.e.s ayant participé au projet provenant de différents domaines et des trois cycles universitaires.

De plus, ce projet a permis l'émergence de nombreuses initiatives à l'échelle nationale et même internationale. Des participantes à l'atelier de formation pour les travailleuses.r du sexe offert à Montréal ont indiqué aux organisatrices qu'elles ont par la suite réalisé des activités d'éducation, notamment avec les services de police. Deux participantes de la formation offerte à Ottawa, Lusty Day et Tuulia Law sont par la suite devenues formatrices lors d'autres ateliers pour les travailleuses du sexe. À Londres, un des participants de l'atelier et d'autres travailleuses.rs du sexe ont offert une formation à 70 étudiants en médecine et en éducation sexuelle du Royaume-Uni, de la Suède, de la Pologne, de la Finlande, de la Lituanie et des Pays-Bas. Pour préparer leur formation, ils ont eu accès aux documents de formation du projet Sensibilisation XXX Awareness. Maria Nengeh Mensah a aussi eu une demande pour offrir une formation pour les travailleuses.rs du sexe à Paris lors de son passage là-bas à l'été 2012.

Mettre en œuvre et pérenniser un projet tel que Sensibilisation XXX Awareness demande de faire face à de nombreux défis. L'un de ceux-là est d'être en mesure de faire face au conservatisme ambiant, de même qu'au mépris et à la violence exprimés envers les travailleuses.rs du sexe. Un autre défi est de trouver le financement nécessaire, malgré les coupures dans les programmes de recherches au niveau fédéral, afin d'être en mesure de répondre aux demandes d'informations provenant des différents groupes de défense des travailleuses.rs du sexe et de ceux intervenant auprès d'elles.

Les connaissances développées par l'équipe de Sensibilisation XXX Awareness pourront être réinvesties dans un nouveau projet auquel participent Maria Nengeh Mensah et Chris Bruckert, soit Étude de la culture du témoignage comme stratégie d'intervention sociale pour les minorités sexuelles et de genre : usages, défis, enjeux et retombées d'une pratique renouvelée. Dans ce projet, certaines activités, par exemple l'atelier sur l'utlisation du témoignage dans les activités d'éducation populaire seront poursuivies. Ainsi, le témoignage est utilisé par des groupes canadiens qui souhaitent sensibiliser, éduquer ou créer, dans un objectif de changement social. Pour les travailleuses du sexe, le témoignage permet d'attester de conditions de travail et de vie diverses, et est devenu un moyen privilégié de mobilisation dans un contexte de criminalisation de la prostitution.

# **Témoignages**

«Ma participation à ce projet a été extrêmement enrichissante à différents niveaux. Premièrement, au plan professionnel, les responsabilités assumées m'ont permis de renforcer mes compétences en termes de gestion (personnel, documentation, etc.), de coordination, d'édition (révision des épreuves, élaboration d'index, etc.). Deuxièmement, au plan politique, les lectures effectuées afin de procéder à la publication de l'anthologie m'ont aidé à mieux comprendre les enjeux, difficultés, défis et diverses formes de stigmatisation que vivent les personnes travailleuses de sexe. Le processus de production de l'anthologie a donc été par le fait même un processus de sensibilisation vis-à-vis les conditions de vie des travailleuses du sexe. Troisièmement, au plan personnel et scolaire, l'ensemble des expériences et connaissances acquises dans ce projet ont contribué à l'avancement de ma propre recherche doctorale dans laquelle je m'intéresse aux liens entre divers mouvements sociaux. Ce projet stimulant, avec une équipe dynamique et engagée, a été une expérience très positive. » (Alexandre Baril)

«Participer à Sensibilisation XXX Awareness a été un réel plaisir! J'ai eu l'occasion de travailler avec des féministes inspirant.e.s qui remettent en question les idées préconçues sur le travail et les travailleuses.rs du sexe. Ma participation à l'élaboration de l'anthologie m'a fait découvrir la voix forte des travailleuses du sexe qui revendiquent leurs droits et elle m'a aussi permis de développer des habiletés de travail en travaillant aux différentes étapes de l'édition de l'anthologie. » (Marie-Hélène Bruyère)

# **Bibliographie**

- «Luttes XXX. Inspirations du mouvement des travailleuses du sexe» dans *Genre en action*, 3 janvier 2012. En ligne <a href="http://www.genreenaction.net/spip.php?article8790">http://www.genreenaction.net/spip.php?article8790</a>.
- Allman, D. (1999). *M is for Mutual A is for Acts: Male Sex Work and AIDS in Canada*, Ottawa, Health Canada.
- Barry, K. (1979). The Prostitution of Sexuality, New York, New York University Press.
- Bedford v. Canada (2010). ONSC 4264
- Benoit, C. (2000). Women, Work and Social Rights: Canada in Historical and Comparative Perspective, Scarborough, Prentice Hall Canada.
- Benoit, C. et A. Millar (2001). *Dispelling Myths and Understanding Realities: Working conditions, Health Status, and Exiting Experiences of Sex Workers*, Victoria, University of Victoria/Michael Smith Foundation For Health Research.
- Benoit, C. et F. Shaver (2006). « Critical Issues and New Directions in Sex Work Research Canadian », *Review of Sociology and Anthropology (Special Issue*), 43, 3, p. 243-252.
- Brisson, Cynthia. 2012. «Ni putes ni soumises» dans *Le libraire*, n°69. En ligne http://www.lelibraire.org/PDF/Libraire-69.pdf, p. 37.
- Brock, D. (1998). *Making Work, Making Trouble: Prostitution as a Social Problem*, Toronto, University of Toronto Press.
- Brock, D. et V. Scott (1999). « Getting Angry, Getting Organized: The formation of the Canadian Organization for the Rights of Prostitutes », *Fireweed*, 65, printemps, p. 8-21.
- Bruckert, C. (2002a). *Taking it off, Putting it on: Women Working in the Strip Trade*, Toronto, Women's Press.
- Bruckert, C. (2002b). « The Professional Stripper », dans M. Jacobs, (dir.). *Is Anybody Listening? Women, Work and Society*, Toronto, Women's Press, p. 154-172.
- Bruckert, C. et al. (2003). Établissements de services érotiques/danse érotique: deux formes de travail marginalisé, Ottawa, Commission du Droit du Canada/Université d'Ottawa/Condition féminine Canada.
- Bruckert, C. et C. Parent (2006). « The in-call Sex Industry: Classed and Gendered Labour on the Margins », dans G. Balfour et E. Comack (dir.). *Criminalizing Women: Gender and (in)justice in Neo-liberal Times*, Halifax, Fernwood Publishing, p. 95-112.
- Bruckert, C. et C. Parent (2007), « La danse érotique comme métier à l'ère de la vente de soi », *Cahiers de recherche sociologique*, 43, p. 97-109.
- Bruckert, C et S. Frigon (2004). « Making a Spectacle of Herself: On Women's Bodies in Strip Clubs », *Atlantis*, 28, 1, p. 48-64.
- Canada (Attorney General) v. Bedford (2012). ONCA 186

- Chapkis, W. (1997). Live Sex Acts Women Performing Erotic Labor, New York, Routledge.
- Coderre, C. et C. Parent (2000). « Corps en danger, mères sous contrôle: les pratiques du service social concernant la prostitution », dans S. Frigon et M. Kérésit (dir.). *Du corps des femmes: contrôles, surveillances et résistances*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 57-92.
- Currie, N. et D. Gillies (2006). Bound by the Law: How Canada's Protectionist Policies in the Areas of Both Rape and Prostitution Limit Women's Choices, Agency and Activities, Status of Women funded, Unpublished manuscript.
- Damant, D. et al. (2006). VIH, violence et la régulation de la prostitution: une analyse comparative de genre de la prostitution de rue à Québec, Montréal, Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes.
- Delacoste, F. et P. Alexander (dir.) (1987). Sex Work: Writings by Women in the Sex Industry, San Francisco, Cleis Press.
- Dorais, M. (2003). Travailleurs du sexe, Montréal, VLB.
- Éditions du Remue-ménage. (2011). «Luttes XXX. Inspirations du mouvement des travailleuses du sexe», *Alliance féministe solidaire pour les droits des travailleuses du sexe*, 11 novembre. En ligne http://www.alliancefeministesolidaire.org/2011/11/ luttes-xxx-inspirations-du-mouvement-des-travailleuses-du-sexe.html
- Éditions du Remue-ménage. (2011). «Luttes XXX. Inspirations du mouvement des travailleuses du sexe», *Cybersolidaires*, 11 novembre. En ligne <a href="http://cybersolidaires.typepad.com/ameriques/2011/11/luttes-xxx.html">http://cybersolidaires.typepad.com/ameriques/2011/11/luttes-xxx.html</a>.
- Farley, M. (2004). « Bad for the Body, Bad for the Heart': Prostitution Harms Women even if Legalized or Decriminalized », *Violence Against Women*, 10, 10, p. 1087-1125.
- Faucher, Bernard. (2011). «Luttes XXX. Inspirations du mouvement des travailleuses du sexe», Entrevue avec Maria Nengeh Mensah et Claire Thiboutot, *La nuit qui bat*, Radio-Canada, 17 novembre.
- Ford, K.A. (1998). « Exploring Prostitution as a Human Service Occupation », dans J. Elias *et al.* (dir.). *Prostitution: On Whores, Hustlers and Johns*, Amherst, Prometheus Books, p. 420-434.
- Frank, K. (1998). « The Production of Identity and the Negotiation of Intimacy in a 'Gentleman's Club' », *Sexualities*, 1, 2, p. 175-201.
- Fraser Committee (1985). *Pornography and Prostitution in Canada*, Volume II, Ottawa, Minister of Supply and Services Canada.
- Fudge, J. et al. (2002). The Legal Concept of Employment: Marginalizing Workers, Report for the Law Commission of Canada, October.

- Gemme, R. (1993). « Prostitution: A Legal, Criminological and Sexological Perspective », *The Canadian Journal of Human Sexuality*, 2, 4, p. 227-237.
- Goffman, E. (1963). Stigma, New Jersey, Prentice Hall.
- Goldstein, P.J. (1983). « Occupational Mobility in the World of Prostitution: Becoming a Madam », *Deviant Behavior*, 4, 3/4, p. 267-279.
- Hannem, S. et C. Bruckert (dir.) (2012 à paraître). *Stigma Revisited: Negotiations, Resistance and the Implications of the Mark*, Ottawa, University of Ottawa Press.
- Healy, K. (2000). Social Work Practices: Contemporary Perspectives on Change, London, Sage.
- Ife, J. *et al.* (2005). « Under Reconstruction: Renewing Critical Social Work Practices », dans S. Hick *et al.* (dir.). *Social Work: A Critical Turn*, Toronto, Thompson Educational Publishing, p. 219-230.
- Jeffrey, L.A. et G. MacDonald (2006a). Sex Workers in the Maritimes Talk Back, Vancouver, UBC Press.
- Jeffreys, S. (1997). The Idea of Prostitution, North Melbourne, Spinifex Press.
- Jenness, V. (1990). « From Sex as Sin to Sex as Work: Coyote and the Reorganization of Prostitution as a Social Problem », *Social Problems*, 37, 3, p.403-420.
- Justice Québec (2003). Rapport du sous-comité sur la violence et la discrimination dont sont victimes les travailleuses du sexe, Rapport présenté au Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle, Québec, Justice Ouébec, décembre.
- Kempadoo, K. et J. Doezema (1998). Global Sex Workers, New York, Routledge.
- Leigh, C. (2004). *Unrepentant Whore: Collect Works of Scarlot Harlot*, San Francisco, Last Gasp.
- Lever J. et D. Dolnic (2000). «Clients and Call Girls: Seeking Intimacy and Sex », dans R. Weitzer (dir.). Sex for Sale: Prostitution, Pornography and the Sex Industry, New York, Routledge, p. 85-102.
- Lewis, J. (1998). «Learning to Strip: The Socialization Experiences of Exotic Dancers », *Canadian Journal of Human Sexuality*, 7, 1, p. 51-66.
- Lewis, J. (2006). « 'I'll Scratch your Back if you'll Scratch mine': The Role of Reciprocity, Power and Autonomy in the Strip Club », *The Canadian Review of Sociology and Anthropology (Special Issue: Casting a Critical Lens on the Sex Industry in Canada)*, 43, 3, p. 297-312.
- Lewis, J. et al. (2005). « Managing Risk and Safety on the Job: The Experiences of Canadian Sex Workers », *Journal of Psychology and Human Sexuality*, 17, 1/2, p. 147-167.

- Lewis, J. et F.M. Shaver (2006). Safety, Security and the Well-being of Sex Workers: A Report Submitted to the House of Commons Subcommittee on Solicitation Laws, Windsor, Sex Trade Advocacy and Research.
- Lowman, J. (1998). « Prostitution Law Reform in Canada », dans T. Shiibashi (dir.). *Toward Comparative Law in the 21<sup>st</sup> Century*, Tokyo, Chuo University Press, p. 919-946.
- Lowman, J. (2000). « Violence and the Outlaw Status of (Street) Prostitution », *Violence Against Women*, 6, 9, p. 987-1011.
- Lowman, J. (2001). *Identifying Research Gaps in the Prostitution Literature*, Ottawa, Department of Justice Canada.
- Lowman, J. (2006). Submission to the Subcommittee on Solicitation Laws of the Standing Committee on Justice, Human Rights, Public Safety and Emergency Preparedness, Vancouver, School of Criminology/Simon Fraser University.
- Lowman, J. et L. Fraser (1996). Violence Against Persons Who Prostitute: The Experience in British Columbia, Technical Report, no. TR1996-14E, Ottawa, Department of Justice Canada.
- Luxton, M. et J. Corman (2001). *Getting by in Hard Times: Gendered Labour at Home and on the Job*, Toronto, University of Toronto Press.
- Mathieu, L. (2001). Mobilisations de prostituées, Paris, Belin.
- Maticka-Tyndale, E. *et al.* (2005). « Making a Place for Escort Work: A Case Study », *Journal of Sex Research*, 42, 1, p. 46-53.
- Mensah, M.N. (2001). Rapport final de la consultation auprès des membres d'Alerte Centre-Sud en regard de la prostitution de rue, Montréal, Alerte Centre-Sud.
- Mensah, M.N. (dir.) (2005). *Dialogues sur la 3<sup>e</sup> vague féministe*, Montréal, Les éditions du Remue-ménage.
- Mensah, M.N. (2006a). « Débat féministe sur la prostitution au Québec: points de vue des travailleuses du sexe », *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, 43, 3, p. 346-361.
- Mensah, M.N. (2006b). « Introduction. Travailleuses du sexe debouttes! » et « Travailleuses du sexe au-delà des frontières », dans É. Cantin *et al.* (dir.). *eXXXpressions: Actes du Forum XXX*, Montréal, Stella, p. 6-11, 16-21.
- Mensah, M.N. (2007a). « Citoyenneté et discours féministes sur la 'prostitution' et le 'travail du sexe', quelques effets pervers », dans M.-B. Tahon (dir.). Les Frontalières. Actes du 4<sup>e</sup> Congrès international de la recherche féministe francophone, Tome 1, Montréal, Les éditions du Remue-ménage, p. 142-152.
- Mensah, M.N. (2007c). *Travail du sexe : 14 réponses à vos questions*, Brochure réalisée dans le cadre du projet de formation « Travail du sexe: Tout ce que vous avez toujours voulu

- savoir mais n'avez jamais osé demander! », Montréal, Stella/Service aux collectivités de l'UQAM.
- Mensah, M.N. (2010 à ). « L'idée de communauté et l'action collective des travailleuses du sexe », dans C. Parent *et al.* (dir.). *Mais oui c'est un travail! Le travail du sexe au-delà de la victimisation sur le travail du sexe*, Montréal, PUQ. p. 79 à 106.
- Mensah, M.N. 2010 « Féministes et travailleuses du sexe. Une alliance pour déconstruire le stigmate de la putain », Revue canadienne de service social, vol. 27, no. 2, p. 205-220.
- Mensah, M.N. et C. Lee (2006). *Travail du sexe. Tout ce que vous avez toujours voulu savoir mais n'avez jamais osé demander!*, Guide d'accompagnement à la formation « Travail du sexe, au-delà des préjugés: vivre et travailler en santé, en sécurité et avec dignité», Montréal, Ministère de l'éducation, des sports et des loisirs/Stella/Service aux collectivités de l'UQAM.
- Mensah, M.N. et C. Lee (2008). « Sex Workers Training Professionals in the Health, Social Services, Police, Education, and Community Organizing Sectors to Reduce Stigmas and Vulnerability to HIV », Abstract no. WePe0374, 17<sup>e</sup> Congrès international sur le sida, Mexico, 6 août.
- Mensah, M.N. et C. Lee (2009). « Sex Workers Training Professionals to Reduce Stigmas and Vulnerability to HIV », 5<sup>e</sup> Congrès de la International Association for the Study of Sexuality. Culture and Society, Hanoï, 17 avril.
- Mensah, M.N. et C. Lee (2010 ). « Défendre les femmes qui font le travail du sexe », *Le Sociographe*, 31, p. 40-55.
- Mensah, M.N. et C. Thiboutot (2003). « Criminalisation du travail du sexe: impacts et défis pour la prévention du VIH et des IST », dans G. Godin *et al.* (dir.). *Vulnérabilité et prévention VIH/sida: enjeux contemporains*, Sainte Foy, Les Presses de l'Université Laval, p. 58-69.
- Mensah, M.N. et M.-C. Laberge (2006). « Évolution du discours féministe sur "la prostitution" au Québec », *Bulletin d'histoire politique*, 15, 1, p. 71-80.
- Montpetit, Caroline. (2012). «Jugement sur la prostitution Un revers pour les prostituées de rue», *LeDevoir.com*, 12 mars, En ligne <a href="http://www.ledevoir.com/societe/">http://www.ledevoir.com/societe/</a> actualites-ensociete/346373/jugement-sur-la-prostitution-un-revers-pour-les-prostituees-de-rue
- Nahmias, S. (1989). « A Model of HIV Diffusion from a Single Source », *Journal of Sex Research*, 26, 1, p. 15-25.
- Parent, C. (1994). « La prostitution ou le commerce des services sexuels », dans S. Langlois *et al.* (dir.). *Traité des problèmes sociaux*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, p. 393-407.
- Parent, C. (2001). « Les identités sexuelles et les travailleuses de l'industrie du sexe à l'aube du nouveau millénaire », *Sociologie et Sociétés*, 33, 1, p. 159-178.

- Parent, C. et al. (dir.) (dont Mensah et Toupin) (2010). Mais oui c'est un travail! Le travail du sexe au-delà de la victimisation sur le travail du sexe, Montréal, PUQ.
- Parent, C. et C. Bruckert (2002). La traite des êtres humains et le crime organisé. Examen de la littérature, Ottawa, RCMP.
- Parent, C. et C. Bruckert (2005). « Le travail du sexe dans les établissements de services érotiques: une forme de travail marginalisé », *Déviance et société*, 29, 1, p. 33-54.
- Parent, C. et C. Bruckert (2007). « Le travail du sexe: débats théoriques en ce début de millénaire », dans H. Dorvil et R. Mayer (dir.). *Problèmes sociaux. Théories et méthodologies de l'intervention sociale*, Tome 4, Montréal, PUQ, p. 119-139.
- Parent, C. et C. Coderre (2000). « Le corps social de la prostituée: regards criminologiques. Du corps des femmes », dans S. Frigon et M. Kérésit (dir.). *Contrôles, surveillances et résistances*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, p. 57-92.
- Pheterson, G. (dir.) (1989). A Vindication of the Rights of Whores, Seattle, Seal Press.
- Pheterson, G. (1996). *The Prostitution Prism*, Amsterdam, Amsterdam University Press.
- Phillips, P. (1997). « Labour in the New Canadian Political Economy », dans W. Clement (dir.). *Understanding Canada: Building the New Canadian Political Economy*, Montréal, McGill-Queen's University Press.
- Pivot (2006). « Beyond Decriminalization: Sex Work, Human Rights and a New Framework for Law Reform [October 10, 2007] », En ligne: <a href="http://www.pivotlegal.org/Publications/reports.htm">http://www.pivotlegal.org/Publications/reports.htm</a>.
- Poel, van der S. (1995). « Solidarity as Boomerang, the Fiasco of the Prostitutes' Rights Movement in the Netherlands », *Crime, Law and Social Change*, 23, p. 41-65.
- Potterat, J.J. et al. (2004). « Mortality in a Long-term Open Cohort of Prostitute Women, American Journal of Epidemiology, 159, 8, p. 778-785.
- Poulin, R. (2004). La mondialisation des industries du sexe: Prostitution, pornographie, traite des femmes et des enfants, Ottawa, L'Interligne.
- Pryen, S. (1999). Stigmate et métier. Une approche sociologique de la prostitution de rue, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- Réseau juridique (2005). Sexe, Travail, Droits: Réformer les lois pénales du Canada sur la prostitution. Feuillets de 1 à 10, Réseau juridique canadien VIH/sida.
- Sanders, T. (2001). « Female Street Sex Workers, Sexual Violence and Protection Strategies », *The Journal of Sexual Aggression*, 7, 1, p. 5-18.
- Sanders, T, (2005). Sex Work: A Risky Business, Cullompton, Willan Publishing.
- Shaver, F.M. (1993). « Prostitution: A Female Crime? », dans E. Adelberg et C. Currie (dir.). *Conflict with the Law*, Vancouver, Press Gang Publishers, p. 153-173.

- Shaver, F.M. (1996). « The Regulation of Prostitution: Setting the Morality Trap », dans B. Schissel et L. Mahood (dir.). *Social Control in Canada*, Oxford, Oxford University Press, p. 204-226.
- Smith, D. (1987). The Everyday World as Problematic, Boston, Northeastern University Press.
- SPVM. (2011). Document budgétaire 2012. Présentation des orientations stratégiques et des previsions budgétaires 2012 à la Commission de la sécurité publique du 9 décembre 2011. Montréal : Service de police, 30 p.
- Subcommittee on Solicitation Laws (SSLR) (2006). *The Challenge of Change: A Study of Canada's Criminal Prostitution Laws*, Report of the Standing Committee on Justice and Human Rights and the Subcommittee on Solicitation Laws.
- Thiboutot, C. (1994). « Le mouvement des prostituées : bientôt 20 ans », Perspective, automne.
- Thiboutot, C. (2001). « Lutte des travailleuses du sexe: perspectives féministes », dans Fédération des femmes du Québec. *Rapport du Comité de réflexion sur la prostitution et le travail du sexe*, Document préparatoire à la tournée provinciale, août.
- Thiboutot C. (2006). « Perspectives de Montréal » et « Façonner notre avenir », dans É. Cantin *et al.* (dir.). *eXXXpressions: Actes du Forum XXX*, Montréal, Stella, p. 22-27, 130-135.
- Thiboutot C. et J. Clamen (2006). «Taking Stock of the Forum XXX: Designing our Future », Sex Work Matters: Beyond Divides, New York, New School University and City University of New York, 29 mars.
- Toupin, L. (2002a). « La scission politique du féminisme international sur la question du "trafic des femmes": vers la "migration" d'un certain féminisme radical », *Recherches féministes*, 15, 2, p. 9-40.
- Toupin, L. (2002b). La question du «trafic des femmes». Points de repère dans la documentation des coalitions féministes internationales anti-trafic, Document de travail, Montréal, Alliance de recherche IREF/Relais-femmes et Stella.
- Toupin, L. (2002c). « Débat sur la prostitution: l'héritage de Joséphine Butler », *Gazette des femmes*, 23, 6, mars-avril.
- Toupin, L. (2003). « À l'occasion du débat sur le 'trafic des femmes', le féminisme radical connaît une nouvelle secousse », *Canadian Women's Studies/Les Cahiers de la femme*, 22, 3/4, p. 203-207.
- Toupin, L. (2005). « Voir les nouvelles figures du féminisme et entendre leurs voix », dans M.N. Mensah (dir.). *Dialogues sur la troisième vague du féminisme*, Montréal, Les éditions du Remue-ménage, p. 74-87.
- Toupin, L. (2006). « Analyser autrement la "prostitution" et le "trafic des femmes" », *Recherches féministes*, 19, 1, p. 153-176.

- Welzer-Lang, D. et S. Chaker (2002). *Quand le sexe travaille*..., Rapport européen inachevé sur les violences faites aux femmes dans les activités et métiers liés à la sexualité masculine, Université Toulouse-Le Mirail/Association Les Traboules, octobre.
- Wynter, S. (1987). « Whisper: Women Hurt in Systems of Prostitution Engaged in Revolt », dans F. Delacoste et P. Alexander (dir.). *Sex Work Writings by Women in the Sex Industry*, Pittsburgh, Cleis Press, p. 266-270.

# Annexe 1: Provenance des participants aux formations des publics

### Services sociaux et communautaires

#### **Services communautaires**

- ➤ Better Beginnings (1)
- ➤ Community House for Self Reliance (1)
- > Frontenac Children's Aid Society (3)
- ➤ The Youth Service Bureau (6)
- > Salvation Army (3)
- ➤ Kingston Youth Space (1)
- ➤ Housing Help (2)
- > Centre jeunesse (2)
- ➤ Aide et integration jeunesse au travail, St-Hilaire (1)
- ➤ Centre Femmes aux trois A (2)
- Pact de rue (1)
- ➤ L'Aiguillage (2)
- > Centre jeunesse emploi Saint-Hyacinthe (2)
- ➤ Macadam Sud (2)
- > Centre d'intervention jeunesse des Maskoutains (2)

### **❖** Travail du sexe

- > Student Association for Sex work (1)
- ➤ POWER (1)
- > Travailleuses du sexe (4)
- > Stella (2)

## **Situation de crise, violence et agressions sexuelles**

➤ Red Cedars Shelter (4)

- ➤ Elisabeth Fry Housing (2)
- ➤ Dawn House Women's Shelter (3)
- ➤ Elizabeth Fry Society (4)
- ➤ Amelia Rising Sexual Assault Centre of Nipissing (1)
- > Sturgeon Falls Family Resource (1)
- ➤ The Victim Crisis Assistance & Referral Services (2)
- ➤ Three Oaks Shelter (8)
- > Sexual Assault Centre Kingston (3)

### **❖** Maisons de transition

- Maison de transition (3)
- ➤ Lanark County Interval House (3)
- ➤ Leeds & Grenville Interval House (3)
- ➤ Lennox & Addington Interval House (3)
- ➤ Kingston Interval House (8)

## Services de santé

## **Centres de santé et de** *counselling*

- ➤ Somerset West CHC (1)
- ➤ Chrysalis PDS Providence Care (1)
- ➤ CSSS Richelieu-Yamaska (2)
- > CSSS Pierre-Boucher (2)
- > CSSS de la Haute-Yamaska (2)
- ➤ CSSS Sorel-Tracy (1)
- > DSP Montérégie (4)
- > Santé Canada (1)
- > CLSC de la Haute-Yamaska (1)
- ➤ Infirmière en santé mentale (1)
- Planned Parenthood Ottawa (2)

- ➤ Amethyst Addiction center (1)
- ➤ Centre de santé communautaire Centertown (1)
- ➤ Centre de santé communautaire Sandy Hill (2)
- > Prince Edward Health department (1)
- ➤ K3C Resolve Kingston (1)
- Centre for Abuse and Trauma Therapy Kingston (1)
- Le centre de santé autochtone Wabano (1)
- ➤ Belleville and Quinte West Community Health Centre (1)
- > Street Health Centre (6)
- > PDS, Providence Care (1)
- ➤ Kingston, Frontenac and Lennox & Addington (KFL&A) Public Health (4)
- L'Envolée pour elle (2)
- ➤ Valleyfield (1)
- ➤ Émiss-ère (10)

#### ❖ VIH/Sida

- ➤ AIDS Committee of North Bay and Area (6)
- ➤ Aboriginal HIV outreach worker (1)
- ➤ AIDS Committee of Ottawa (4)
- ➤ HIV/AIDS Regional Services (HARS) (8)
- ➤ Sida Vie Laval (2)

### **Autres milieux**

## **❖** Milieu universitaire

- > Trillum College (7)
- ➤ St. Lawrence College (1)
- Philosophy & Gender Studies, Dept. of Philosophy, Queens University (1)

## Milieu juridique et policier

- Lawyer (1)
- ➤ Salvation Army, Sex Trade Education Program (Diversion program) (3)
- ➤ Victim Witness Assistance Program (1)
- > PDQ23 (80)
- > RCMP (2)
- ➤ Correctional Services Canada (1)
- > Service de police Longueuil (2)

## **Autres affiliations**

- ➤ Missing Children Society of Canada (MCSC) (1)
- > Crisis center (1)
- > ACCESS (1)
- ➤ Volontaire (1)
- > Sans précision (3)
- > True self (1)
- ➤ MBQ-Enyoinkiia 'm Konhriyolake Program (1)
- ➤ Ville d'Ottawa (1)
- ➤ Oasis (3)
- ➤ SITE (3)
- ➤ The Gathering Place (2)